



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, JEUDI 25 AVRIL 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, THURSDAY, APRIL 25TH, 1946

10 GEORGE VI, CHAPITRE 5

10 GEORGE VI, CHAPTER 5

Loi pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal

An Act to contribute to the establishment of a School of Health at Montreal

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**A**TTENDU que la médecine préventive et l'hygiène sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important pour la sauvegarde de la santé publique et privée;

Attendu qu'il y a lieu d'aider à l'organisation dans la province d'une école pour la formation de techniciens en ces matières, par l'apport d'un concours financier raisonnable;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la santé, est autorisé à conclure avec l'Université de Montréal une entente pour l'établissement et le maintien, à Montréal, d'une école pour la formation de techniciens en médecine préventive et en hygiène

**W**HEREAS preventive medicine and hygiene are called upon to play a more and more important part in the safeguarding of public and private health;

Whereas it is expedient to aid in the organization in the province of a school for the training of technicians in such matters by means of a reasonable financial assistance;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Health shall be authorized to enter into, with the Montreal University, of Montreal, for the establishment and maintenance, at Montreal, of a school for the training of technicians in preventive

publique et à payer pour cette fin à ladite université, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de vingt ans, à compter du premier avril 1946, une subvention annuelle de quarante mille dollars, aux conditions qu'il détermine.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPITRE 10

Loi pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le nom du district judiciaire de Montcalm est changé en celui de "district judiciaire de Labelle".

2. Le numéro 9 de l'article 14 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1941, chapitre 3) est modifié en remplaçant, dans la septième ligne du paragraphe 1, le mot "Montcalm" par le mot "Labelle".

3. Le numéro 11 de l'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2, le mot "Montcalm" par le mot "Labelle".

4. Le numéro 13 de l'article 14 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne le mot "Montcalm" par le mot "Labelle";

b) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, le mot "Montcalm" par le mot "Labelle".

5. L'article 41 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifié en remplaçant le mot "Montcalm", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot "Labelle".

6. L'article 62 de ladite loi est modifié en remplaçant le mot "Montcalm", dans la troisième ligne du premier alinéa, par le mot "Labelle".

7. La présente loi n'affecte pas la nomination des officiers de justice qui exerçaient leurs fonctions dans le district judiciaire de Montcalm lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et ils continueront d'agir

medicine and in public health, and to pay for such purpose to the said university, out of the consolidated revenue fund, during a period of twenty years, as from the 1st of April, 1946, an annual subsidy of forty thousand dollars, upon such conditions as he may determine.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPTER 10

An Act to change the name of the judicial district of Montcalm

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Starting from the coming into force of this act, the name of the judicial district of Montcalm shall be changed into that of the "judicial district of Labelle".

2. Number 9 of section 14 of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1941, chapter 3) is amended by replacing the word "Montcalm" in the seventh line of paragraph 1, by the word "Labelle".

3. Number 11 of section 14 of the said act is amended by replacing the word "Montcalm" by the word "Labelle" in the third line of paragraph 2.

4. Number 13 of section 14 of the said act is amended

a. by replacing the word "Montcalm" by the word "Labelle" in the first line;

b. by replacing the word "Montcalm" by the word "Labelle" in the first line of the second paragraph.

5. Section 41 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) is amended by replacing, in the third line of the first paragraph, the word "Montcalm" by the word "Labelle".

6. Section 62 of the said act is amended by replacing, in the third line of the first paragraph, the word "Montcalm" by the word "Labelle".

7. This act shall not affect the appointment of the officers of justice who exercised their functions in the judicial district of Montcalm at the time of the coming into force of this act and they shall con-

dans le district judiciaire de Labelle comme s'ils avaient été nommés pour ce district.

Les juges de paix nommés avec juridiction dans le district de Montcalm seulement ne pourront, à moins d'être nommés de nouveau, exercer les mêmes fonctions dans le district judiciaire de Labelle.

8. Les tribunaux du district judiciaire de Labelle ont juridiction pour entendre et décider toutes actions, causes et matières pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi devant les tribunaux du district judiciaire de Montcalm et pour exécuter tous jugements rendus par les tribunaux de ce district.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

tinue to act in the judicial district of Labelle as if they had been appointed for such district.

The Justices of the Peace appointed with jurisdiction in the judicial district of Montcalm only shall not, unless they be reappointed, exercise the same functions in the judicial district of Labelle.

8. The courts of the judicial district of Labelle shall have jurisdiction to hear and decide all actions, causes and matters pending at the time of the coming into force of this act before the courts of the judicial district of Montcalm and to execute all judgments rendered by the courts of such district.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 12

Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 216 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifié

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot "cinq" par le mot "dix";

b) en y ajoutant, après le cinquième alinéa, le suivant:

"Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser vingt-cinq."

2. L'article 237 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 11, et modifié par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 18, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, le mot "vingt-deux" par le mot "vingt".

3. L'article 238 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "trente" par le mot "vingt".

4. L'article 254 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "plus", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "choisis parmi les avocats d'au moins dix ans de pratique, et qui, dès leur nomination, doivent cesser d'exercer leur profession".

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 12

An Act to amend the Courts of Justice Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 216 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) is amended

a. by replacing the word "five" in the fifth line of the first paragraph thereof by the word "ten";

b. by adding after the fifth paragraph thereof the following:

"The number of the judges of the sessions shall not, at any time, exceed twenty-five."

2. Section 237 of the said act as amended by the act 7 George VI, chapter 11, section 2 and amended by the act 9 George VI, chapter 18, section 3, is again amended by replacing the word "twenty-two" in the eighth and ninth lines thereof by the word "twenty".

3. Section 238 of the said act is amended by replacing the word "thirty" in the second line thereof by the word "twenty".

4. Section 254 of the said act is amended by adding thereto after the word "number" in the fifth line of the first paragraph thereof the words "chosen among advocates with at least ten years' practice and who, when appointed, shall cease to exercise their profession."

5. L'article 262 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "cœur", dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots "choisi parmi les avocats d'au moins dix ans de pratique, et qui, dès sa nomination, doit cesser d'exercer sa profession".

6. L'article 267 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "cinq" par le mot "dix".

7. Le paragraphe 4 de l'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, est de nouveau modifié en remplaçant le mot "trente" dans la deuxième ligne, par le mot "trente-trois".

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPITRE 13

Loi concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 40 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est remplacé par le suivant:

"40. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu sur les municipalités de la ville de Belœil, du village de McMasterville et de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, dans le district électoral de Verchères.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal."

2. L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"60. Le tribunal, dans le district de Montréal, a juridiction concurrente avec celui du district de Richelieu sur les municipalités de la ville de Belœil, du village de McMasterville et de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, dans le district électoral de Verchères.

Cette juridiction concurrente s'étend à tous les officiers du tribunal."

3. L'article 85 de la Loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1941, chapitre 255) est abrogé.

5. Section 262 of the said act is amended by adding thereto after the word "court" in the fourth line of the second paragraph thereof the words "chosen among advocates with at least ten years' practice and who, when appointed, shall cease to exercise his profession."

6. Section 267 of the said act is amended by replacing the word "five" in the sixth line thereof, by the word "ten".

7. Subsection 4 of section 289 of the said act, as amended by the act 9 George VI, chapter 19, section 2, is again amended by replacing the word "thirty", in the second line thereof, by the word "thirty-three".

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPTER 13

An Act respecting the jurisdiction of the courts in the district of Richelieu

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 40 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 15,) is replaced by the following:

"40. The court in the district of Montreal shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Richelieu over the municipalities of the town of Belœil, of the village of McMasterville and of the parish of Saint-Mathieu-de-Belœil, in the electoral district of Verchères.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court."

2. Section 60 of the said act is replaced by the following:

"60. The court in the district of Montreal shall have concurrent jurisdiction with the court in the district of Richelieu over the municipalities of the town of Belœil, of the village of McMasterville and of the parish of Saint-Mathieu-de-Belœil, in the electoral district of Verchères.

Such concurrent jurisdiction shall extend to all the officers of the court."

3. Section 85 of the Alcoholic Liquor Act (Revised Statutes, 1941, chapter 255) is repealed.

4. L'article 154 de la Loi des licences (Statuts refondus, 1941, chapitre 76) est abrogé.

5. Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 de la présente loi n'affectent pas les causes pendantes.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. Section 154 of the Quebec License Act (Revised Statutes, 1941, chapter 76) is repealed.

5. The provisions of sections 1, 2, 3 and 4 of this act shall not affect pending cases.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

10 GEORGE VI, CHAPITRE 15

Loi modifiant la Loi des jurés

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des jurés (9 George VI, chapitre 22) est modifié en y ajoutant, à la suite du paragraphe *d*, les paragraphes suivants:

"e) "rôle d'évaluation" signifie, pour chacun des quartiers de la cité de Montréal, le rôle d'évaluation préparé, pour les propriétaires, tous les trois ans, sous l'autorité de l'article 375 de la charte de la cité de Montréal ainsi que le rôle de perception préparé, chaque année, sous l'autorité de l'article 376 de cette charte et contenant les noms des locataires de résidence ainsi que la valeur locative de telle résidence;

f) "extrait" comprend, pour chacun des quartiers de la cité de Montréal, soit l'extrait du rôle d'évaluation, soit l'extrait du rôle de perception visés au paragraphe *e* du présent article."

2. L'article 11 de ladite loi est modifié en y ajoutant, à la suite du deuxième alinéa, l'alinéa suivant:

"Cependant, dans les cités et villes divisées en quartiers, le secrétaire-trésorier doit omettre d'inscrire, sur l'extrait du rôle d'évaluation pour ces quartiers, les noms des propriétaires qui n'y sont pas domiciliés ainsi que les noms des personnes qui ne sont pas locataires de résidence ou de ferme."

3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, à la suite de l'article 12, le suivant:

"12a. Nonobstant les dispositions des articles 11 et 12, il suffit que le greffier de la cité de Montréal transmette, chaque année, pour chaque quartier, un extrait du rôle de perception contenant les noms des locataires de résidence et, à tous les trois ans, un extrait du rôle d'évaluation contenant les noms des propriétaires domiciliés dans chaque quartier."

10 GEORGE VI, CHAPTER 15

An Act to amend the Jury Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Jury Act (9 George VI, chapter 22) is amended by adding thereto, after paragraph *d*, the following paragraphs:

"e. "Valuation roll" means, for each of the wards of the city of Montreal, the valuation roll prepared, for proprietors, every three years, by virtue of section 375 of the Charter of the city of Montreal as well as the collection roll prepared, each year, under section 376 of the said charter and containing the names of the tenants of a residence as well as the rental value of such residence;

f. "Extract" comprises, for each of the wards of the city of Montreal, either the extract of the valuation roll, or the extract of the collection roll contemplated in paragraph *e* of this section."

2. Section 11 of the said act is amended by adding thereto, after the second paragraph, the following paragraph:

"Nevertheless, in cities and towns divided into wards, the secretary-treasurer shall omit to enter, on the extract of the valuation roll for such wards, the names of proprietors who are not domiciled therein as well as the names of persons who are not tenants of a residence or of a farm."

3. The said act is amended by adding thereto, after section 12, the following:

"12a. Notwithstanding the provisions of sections 11 and 12, it shall suffice that the clerk of the city of Montreal transmits each year, for each ward, an extract of the collection roll containing the names of tenants of a residence and, every three years, an extract of the valuation roll containing the names of proprietors domiciled in each ward."

4. L'article 17 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "un", dans la quatrième ligne du paragraphe e, les mots suivants: "pour les fins du présent paragraphe, l'extrait du rôle d'évaluation contenant les noms des propriétaires domiciliés dans un quartier de la cité de Montréal et l'extrait du rôle de perception contenant les noms des locataires de résidence dans le même quartier sont considérés un seul extrait dont la première partie comprend les noms des propriétaires."

5. L'article 21 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans la cité de Montréal, l'extrait d'un rôle de perception ne doit servir qu'à remplacer l'extrait d'un ancien rôle de perception; l'extrait du rôle d'évaluation contenant les noms des propriétaires domiciliés dans chaque quartier ne doit être remplacé que lors de la réception d'un extrait d'un nouveau rôle d'évaluation préparé conformément aux dispositions de l'article 375 de la charte de la cité de Montréal."

6. Les dispositions de la présente loi ont leur effet depuis l'entrée en vigueur de la loi 9 George VI, chapitre 22, le premier juin 1945.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. Section 17 of the said act is amended by adding thereto after the word "one" in the fourth line of paragraph e, the following words: "for the purposes of this paragraph, the extract of the valuation roll containing the names of proprietors domiciled in a ward of the city of Montreal and the extract of the collection roll containing the names of the tenants of a residence in the same ward shall be considered only one extract the first part whereof shall include the names of proprietors."

5. Section 21 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"In the city of Montreal, the extract from a new collection roll shall only serve to replace the extract of an old collection roll; the extract of the valuation roll containing the names of proprietors domiciled in each ward shall not be replaced except upon the reception of an extract from a new valuation roll prepared in accordance with the provisions of section 375 of the Charter of the city of Montreal."

6. The provisions of this act shall have their effect as from the 1st of June, 1945, date of the coming into force of the act 9 George VI, chapter 22.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 21

Loi pour assurer le progrès de l'éducation

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**A**TTENDU que la situation financière et l'insuffisance de ressources d'un grand nombre de corporations scolaires les placent dans l'impossibilité de répondre comme il convient aux besoins de l'éducation;

Attendu que cet état de choses est de nature à entraver le progrès normal de l'instruction publique et à empêcher la population de bénéficier pleinement des avantages qu'elle a le droit d'en retirer;

Attendu qu'il y a lieu de dégrever la propriété immobilière et particulièrement la petite propriété, facteur essentiel de stabilité et d'ordre social, du fardeau excessif des impôts fonciers;

Attendu qu'il est nécessaire de créer de nouvelles sources de revenus, pour faire face à cette situation sans obérer davantage la propriété immobilière, et qu'il est juste que les ressources naturelles de la province contribuent, par un apport raisonnable, au coût de l'instruction publique dans la province;

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 21

An Act to insure the progress of education

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**W**HEREAS the financial situation and the insufficiency of resources of a large number of school corporations place them in the impossibility of suitably meeting the needs of education;

Whereas such a state of affairs is of a nature to hinder the normal progress of public instruction and prevent the population from entirely benefitting by the advantages to which it is entitled;

Whereas there is reason to relieve immoveable property and particularly small property, an essential factor of stability and social order, from the excessive burden of real estate taxes;

Whereas it is necessary to create new sources of revenue to meet such a situation without further involving immoveable property, and it is deemed just that the natural resources of the Province contribute a reasonable share to the cost of public instruction in the Province;

Attendu qu'il y a lieu d'adopter des mesures à ces fins;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

#### DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, les mots suivants signifient:

a) "commission": la Commission municipale de Québec;

b) "corporation scolaire": une corporation de commissaires, ou de syndics, ou d'administrateurs d'écoles;

c) "créancier": détenteur d'une obligation ou d'un autre titre émanant d'une corporation scolaire et échangeable à l'occasion d'une réorganisation financière approuvée en vertu de l'article 8;

d) "dette": tout emprunt contracté par une corporation scolaire avant le quatre avril 1946, y compris les intérêts accrus, à l'exclusion des emprunts temporaires;

e) "municipalité rurale": toute municipalité autre qu'une municipalité de cité ou de ville;

f) "réserve": les fonds d'amortissement constitués par une corporation scolaire pour le paiement de ses dettes.

#### FONDS D'ÉDUCATION

2. Afin de venir en aide aux corporations scolaires, d'améliorer et de stabiliser leur situation financière et d'assurer le progrès de l'enseignement dans la province, un fonds spécial, désigné sous le nom de *fonds d'éducation*, est créé par la présente loi.

Ce fonds, affecté exclusivement aux fins de la présente loi, est constitué et alimenté par les sommes provenant des diverses sources énumérées à l'article 3.

3. Pour l'année civile 1946 et pour chaque année subséquente,

a) tout détenteur de concessions forestières situées dans la province doit payer au ministre des terres et forêts un droit de coupe additionnel de quinze cents par corde de bois coupé sur ces concessions forestières et destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier, ou des dérivés ou produits accessoires de la pulpe;

b) tout propriétaire de territoires boisés situés dans la province, sauf les colons et les cultivateurs, doit payer au ministre des terres et forêts une contribution de quinze cents par corde de bois coupé sur ces territoires boisés et destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier, ou des dérivés ou produits accessoires de la pulpe;

c) tout détenteur de forces hydrauliques du domaine public de la province doit payer au ministre des ressources hydrauliques une redevance additionnelle de

Whereas it is expedient to adopt measures for such purposes;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

#### DEFINITIONS

1. In this act, the following words shall mean

a. "Commission": the Quebec Municipal Commission;

b. "school corporation": a corporation of school commissioners, trustees or administrators;

c. "creditor": holder of a bond, debenture or other security issued by a school corporation and exchangeable in the course of a financial reorganization approved in virtue of section 8;

d. "debt": any loan contracted by a school corporation before the fourth of April, 1946, including accrued interest, exclusive of temporary loans;

e. "rural municipality": any municipality other than a city or town municipality;

f. "reserve": the sinking funds constituted by a school corporation for the payment of its debts.

#### EDUCATION FUND

2. In order to assist school corporations to improve and stabilize their financial position and ensure the progress of teaching in the province, a special fund designated under the name of *Education Fund* is created by this act.

This fund, exclusively affected for the purposes of this act, shall be constituted and provided for by the sums derived from the various sources enumerated in section 3.

3. For the civil year 1946 and for each subsequent year,

a. Every holder of timber limits situated within the province shall pay to the Minister of Lands and Forests an additional stumpage due of fifteen cents per cord of wood cut on such timber limits and destined to the manufacture of pulp or of paper, or of the accessory by-products and products of pulp;

b. Every owner of wooded territories situated within the province, save settlers and farmers, shall pay to the Minister of Lands and Forests a contribution of fifteen cents per cord of wood cut on such wooded territories and destined to the manufacture of pulp or of paper, or of the accessory or by-products of pulp;

c. Every holder of hydraulic powers of the public domain shall pay to the Minister of Hydraulic Resources an additional charge of fifteen cents per thousand kilo-

quinze cents par mille kilowatts-heure d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques;

d) tout propriétaire de forces hydrauliques situées dans la province doit payer au ministre des ressources hydrauliques une contribution de quinze cents par mille kilowatts-heure d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques;

e) la Commission hydroélectrique de Québec doit verser à même ses revenus, au ministre des ressources hydrauliques, une somme de deux millions huit cent mille dollars;

f) le trésorier de la province doit verser audit fonds d'éducation, nonobstant toute disposition au contraire de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88), la moitié des revenus provenant de l'impôt perçu en vertu de ladite loi; ce versement est toutefois restreint, quant à l'année 1946, à la moitié des revenus perçus après le trente et un mars.

Les dispositions des paragraphes c et d ne s'appliquent pas aux corporations municipales, ni aux coopératives d'électricité formées en vertu de la Loi de l'électrification rurale, ni à un organisme agissant comme agent de la couronne, ni au détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques d'une puissance naturelle de moins de dix mille chevaux au débit ordinaire de six mois.

Les droits de coupe additionnels, contributions, redevances et versements prévus au présent article sont exigibles le premier août de chaque année.

Le ministre des terres et forêts et le ministre des ressources hydrauliques doivent, dès leur réception, remettre le produit de ces contributions au trésorier de la province, qui les verse dans le fonds d'éducation constitué en vertu de l'article 2.

#### RÉORGANISATION DES FINANCES SCOLAIRES

4. Dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute corporation scolaire doit transmettre à la commission un état détaillé de sa dette et de sa réserve, attesté par le serment de son trésorier ou de son secrétaire-trésorier.

5. La commission peut, par elle-même ou par toute personne qu'elle désigne et par tous moyens qu'elle juge convenables, s'enquérir de toutes matières et de tous faits dont la connaissance peut lui être utile pour s'assurer de l'exactitude des rapports prévus à l'article 4 et, à cette fin, elle et ses délégués ont droit de libre accès aux livres et archives des corporations scolaires et peuvent exiger de leurs membres et officiers tous les renseignements qu'ils désirent obtenir.

watt-hours of electricity generated and derived from such hydraulic powers;

d. Every owner of hydraulic powers situated within the province shall pay to the Minister of Hydraulic Resources a contribution of fifteen cents per thousand kilowatt-hours of electricity generated and derived from such hydraulic powers;

e. The Quebec Hydro-Electric Commission shall pay, out of its revenues, to the Minister of Hydraulic Resources, a sum of two million eight hundred thousand dollars;

f. The Provincial Treasurer shall pay to the said education fund, notwithstanding any provision to the contrary in the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88), one-half of the revenues derived from the tax collected in virtue of the said act; such payment shall however be restricted, as to the year 1946, to one half of the revenue collected after the thirty-first of March.

The provisions of paragraphs c and d shall not apply to municipal corporations nor to electricity cooperatives formed in virtue of the Rural Electrification Act, nor to any organization acting as an agent of the Crown, nor to any holder or proprietor of waterpowers of a natural output of less than ten thousand horse-power per six months.

The additional stumpage dues, contributions, charges and instalments provided for in this section shall be exigible on the first of August of each year.

The Minister of Lands and Forests and the Minister of Hydraulic Resources shall, upon reception, remit the proceeds of such contributions to the Provincial Treasurer, who shall pay them into the education fund constituted in virtue of section 2.

#### REORGANIZATION OF SCHOOL FINANCES

4. Within the sixty days of the coming into force of this act, every school corporation shall transmit to the Commission a detailed statement of its indebtedness and of its reserve, certified under the oath of its treasurer or of its secretary-treasurer.

5. The Commission may, by itself or by any other person whom it designates and by all the means it deems necessary, inquire into all the matters and all the facts whereof the knowledge may be useful to it in order to assure itself of the exactness of the reports contemplated in section 4 and, for such purpose, it and its delegates shall be entitled to free access to the books and records of the school corporations and demand from their members and officers all the information they desire to obtain.

6. La commission peut déclarer en défaut toute corporation scolaire incapable, au jugement de la commission, de faire face à ses obligations financières, ou dont les créanciers détenant contre elle des créances représentant au moins vingt-cinq pour cent de sa dette réclament cette mise en défaut.

Cette déclaration de défaut prend effet à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

7. La commission doit, dans le cas de chaque corporation scolaire en défaut, préparer avec diligence une réorganisation financière comportant le règlement de ses dettes, par l'émission d'obligations destinées à remplacer les obligations ou autres titres en cours de la corporation scolaire concernée.

Les obligations émises pour les fins de cette réorganisation le sont par la commission, pour le compte de chaque corporation scolaire, et sont signées au nom de cette dernière par la commission, le tout avec le même effet que si elles avaient été émises et signées par la corporation scolaire; le terme d'échéance de ces obligations doit être d'au plus trente ans, leur taux d'intérêt ne doit pas excéder trois et quart pour cent et elles doivent porter un certificat attestant la garantie du gouvernement prévue à l'article 9.

8. Cette réorganisation, pour avoir force et effet, doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Elle entre en vigueur à la date fixée par l'arrêté en conseil qui l'approuve et dès lors elle a force de loi et lie la corporation et ses créanciers.

9. Le paiement du capital et des intérêts de ces obligations est garanti par le gouvernement de la province.

10. Le capital et les intérêts des obligations émises pour les fins de toute réorganisation financière prévue par la présente loi sont payés à même le fonds d'éducation créé par l'article 2.

Au cas d'insuffisance de ce fonds, la différence est payée à même le fonds consolidé du revenu.

11. La commission doit retirer du fonds d'éducation les sommes nécessaires pour acquitter les intérêts sur ces obligations et pour en amortir le capital à un taux déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais qui ne doit pas être moins de un pour cent par année.

La commission remet les sommes destinées à amortir le capital au trésorier de la province, qui les garde en fidéicommis, comme fonds d'amortissement de ces obligations, et les place ou les dépose en la

6. The Commission may declare any school corporation in default which, in the judgment of the Commission, is unable to meet its financial obligations, or where creditors of such school corporations holding against it claims representing at least twenty-five per cent of its indebtedness demand such putting in default.

Such declaration of default shall take effect from the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

7. The Commission shall, in the case of each school corporation put in default, diligently prepare a financial reorganization for the settlement of its debts, by the issue of bonds or debentures to replace the bonds or other outstanding securities of the school corporation concerned.

The bonds or debentures issued for the purposes of such reorganization shall be so issued by the Commission, for each school corporation, and shall be signed in the name of the latter by the Commission; the whole as if they had been issued and signed by the school corporation itself; the date of maturity of these bonds or debentures shall be at most thirty years, their rate of interest shall not exceed three and one-quarter per cent and they shall bear a certificate attesting the guarantee of the Government as contemplated in section 9.

8. Such reorganization, to have force and effect, shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council. It shall come into force on the date fixed by the order in council approving same and thenceforth shall have force of law and bind the corporation and its creditors.

9. The payment of the capital and interest of such bonds or debentures shall be guaranteed by the Government of the Province.

10. The capital and interest of the bonds or debentures issued for any financial reorganization contemplated in this act shall be paid out of the education fund created by section 2.

In case of the insufficiency of such fund, the difference shall be paid out of the consolidated revenue fund.

11. The Commission shall draw from such education fund the sums required to pay the interest on such bonds or debentures and to amortize the capital thereof at a rate determined by the Lieutenant-Governor in Council but which shall not be less than one per cent per annum.

The Commission shall remit the sums assigned to amortize the capital to the Provincial Treasurer, who shall keep same in trust as sinking-fund of these bonds or debentures, and invest or deposit same in

manière et aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**12.** Toute obligation ou autre titre en cours, émanant d'une corporation scolaire et qui n'est pas échangé dans le délai stipulé par les dispositions de la réorganisation financière de cette corporation, cesse de porter intérêt à compter de l'expiration de ce délai. Le remboursement de cette obligation ou titre ne peut être exigé de cette corporation scolaire, mais le détenteur conserve le droit de l'échanger contre une obligation émise en exécution de la réorganisation financière.

**13.** Dès qu'une corporation scolaire est en défaut, la commission est, comme fiduciaire et administratrice, saisie de la réserve de cette corporation et elle a le droit d'en revendiquer, en son nom, la possession à l'encontre de la corporation scolaire et de tout tiers détenteur de cette réserve.

La commission dispose de cette réserve en annulant les valeurs s'y trouvant qui émanent de la corporation, en liquidant les autres valeurs, aux époques et aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et en versant au fonds d'éducation toute somme d'argent provenant de cette réserve et de cette liquidation.

**14.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements, que la commission doit suivre dans la préparation de toute réorganisation financière, concernant

a) la forme des obligations émises en exécution d'une réorganisation financière;

b) les modalités des échanges d'obligations et de titres en cours, contre les obligations émises pour les fins de cette réorganisation;

c) les endroits et les délais dans lesquels ces échanges peuvent se faire;

d) la publication d'avis pour porter à la connaissance des créanciers la mise en vigueur de la réorganisation et pour toutes autres fins relatives à son exécution;

e) la signature des obligations par la commission et de la garantie par le gouvernement, ainsi que le choix des personnes pouvant être autorisées à les apposer pour le compte de la commission et du gouvernement;

f) l'annulation des certificats et autres titres reçus des créanciers par la commission en échange des nouvelles obligations qui leur sont remises;

g) les formalités que doivent suivre les créanciers d'une corporation scolaire pour obtenir sa mise en défaut en vertu de l'article 6;

the manner and on the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council.

**12.** Any outstanding bond or debenture or other security issued by a school corporation and which is not exchanged in the delay stipulated by the provisions of the financial reorganization of such corporation shall cease to bear interest as from the expiration of such delay. The reimbursement of such bond, debenture or security may not be demanded from such school corporation, but the holder shall retain the right to exchange it for a bond or debenture issued in execution of the financial reorganization.

**13.** As soon as a school corporation is in default, the Commission shall, as trustee and administrator, be seized of the reserve of such corporation and shall have the right to demand possession thereof, in its name, from the school corporation and any third party holding such reserve.

The Commission shall dispose of such reserve by annulling the securities found therein which issue from such corporation, by liquidating the other securities at the time and upon the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council and by paying into the education fund all sums of money derived from such reserve and liquidation.

**14.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations, which the Commission shall follow in the preparation of any financial reorganization, concerning

a. The form of the bonds or debentures issued for the carrying out of a financial reorganization;

b. The terms and conditions of the exchanges of outstanding bonds and securities against bonds issued for such reorganization purposes;

c. The places and delays in which such exchanges may be made;

d. The publication of notices to inform the creditors of the enforcement of the reorganization and for all other purposes respecting the carrying out of same;

e. The signing of the bonds or debentures by the Commission and of the guarantee by the government, as well as the choice of persons who may be authorized to sign them on behalf of the Commission and the Government;

f. The cancellation of the certificates and other securities received from the creditors by the Commission in exchange for the new bonds or debentures delivered to them;

g. The formalities which must be complied with by the creditors of a school corporation to obtain its being declared in default under section 6;

**h)** toute matière de procédure se rapportant à l'exécution de la présente loi.

**h.** Any matter of procedure relating to the carrying out of this act.

## DISPOSITIONS SPÉCIALES

## SPECIAL PROVISIONS

**15.** Pendant qu'elle est en défaut au sens de la présente loi ou qu'elle y est soumise en vertu de l'article 22, une corporation scolaire ne peut ni être poursuivie pour une dette comprise dans la réorganisation financière, ni contracter ou renouveler des emprunts, ni prendre des engagements qui comportent des emprunts, ni augmenter le taux de ses taxes scolaires, sans l'autorisation, générale ou particulière, du lieutenant-gouverneur en conseil accordée sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine.

**15.** While being in default within the meaning of this act or while this act is applicable to it, in virtue of section 22, a school corporation cannot be sued for a debt comprised in the financial reorganization, nor contract nor renew loans, nor take engagements entailing loans, nor increase the rate of its school taxes, without the general or special authorization of the Lieutenant-Governor in Council granted, on the recommendation of the Commission and upon conditions he may determine.

**16.** Aucune corporation municipale de cité ou de ville de dix mille âmes ou plus et aucune corporation scolaire exerçant sa juridiction, en totalité ou en partie, dans le territoire d'une telle cité ou ville, ne peuvent contracter d'emprunt ni augmenter le taux de leurs taxes foncières, générales ou spéciales, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, accordée sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine.

**16.** No municipal corporation of a city or of a town of ten thousand souls or more and no school corporation exercising its jurisdiction, in whole or in part, in the territory of such a city or town, may contract a loan nor increase the rate of their general or special taxes on real property, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council granted on the recommendation of the Commission and upon conditions he may determine.

**17.** Lorsque la dette d'une corporation scolaire est garantie par une corporation municipale, cette dernière est libérée des obligations lui résultant de cette garantie, à compter du jour qu'une réorganisation financière de cette corporation scolaire est approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil en conformité de l'article 8.

**17.** When the debt of a school corporation is guaranteed by a municipal corporation, the latter is released from the obligations resulting from this guarantee as from the day a financial reorganization of such school corporation is approved by the Lieutenant-Governor in Council in conformity with section 8.

Cette libération n'a pas pour effet d'augmenter le pouvoir d'emprunt de cette corporation municipale.

This release shall not have the effect of increasing the borrowing power of such municipal corporation.

**18.** La contribution qu'un détenteur ou un propriétaire de forces hydrauliques doit verser au fonds d'éducation en vertu du paragraphe *c* ou du paragraphe *d* de l'article 3 est réduite, chaque année, d'un montant égal à celui qu'il a payé en taxes scolaires pour l'année 1946.

**18.** The contribution which a holder or owner of hydraulic powers must pay to the education fund in virtue of paragraph *c* or of paragraph *d* of section 3 is reduced, each year, by an amount equal to that which he has paid in school taxes for the year 1946.

**19.** Aucun détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques ne peut augmenter les taux de ses services d'électricité, ni obtenir une augmentation de ces taux, par suite de la contribution qu'il verse ou qu'il est appelé à verser au fonds d'éducation.

**19.** No holder or owner of hydraulic powers shall increase the rates of its electricity services or obtain an increase in such rates, by reason of the contribution he pays or which he shall be called upon to pay to the education fund.

Les droits de coupe additionnels, contributions et redevances payés ou exigibles en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 3 doivent être supportés exclusivement par ceux à qui la présente loi les impose et ceux-ci ne peuvent, ni directement ni indirectement, en réclamer le remboursement de qui que ce soit, nonobstant toute entente ou convention passée ou future au contraire.

The additional stampage dues, contributions and charges paid or exigible under paragraphs *a*, *b*, *c* and *d* of section 3 must be borne exclusively by those upon whom this act imposes them, and they cannot, directly or indirectly, claim the reimbursement thereof from anyone, notwithstanding any past or future arrangement or agreement to the contrary.

**20.** Le paiement desdits droits de coupe, contributions et redevances doit être accompagné d'un rapport sous serment du gérant général, du secrétaire ou du trésorier du débiteur qui les verse, ou de ce dernier, établissant, dans le cas d'un détenteur de concessions forestières ou d'un propriétaire de territoire boisé, le nombre de cordes de bois coupé sur ces concessions forestières ou territoires boisés dans la province durant l'année et destiné à la fabrication de la pulpe, du papier ou des dérivés ou produits accessoires de la pulpe; et, dans le cas d'un détenteur ou propriétaire d'aménagement de forces hydrauliques, le total des kilowatts-heure d'électricité générée durant l'année dans ses usines situées dans la province.

Le ministre des terres et forêts et le ministre des ressources hydrauliques peuvent, par eux-mêmes ou par toute personne qu'ils désignent et par tous moyens qu'ils jugent convenables, s'enquérir de l'exactitude de ces rapports et à cette fin ils ont, ainsi que leurs délégués, droit de libre accès aux livres, factures, estimés, états et autres archives de ces détenteurs et propriétaires et peuvent exiger de leurs officiers et employés tous les renseignements propres à établir l'exactitude des rapports.

**21.** Une corporation scolaire en défaut cesse de l'être lorsque toutes les obligations prévues par sa réorganisation financière ont été acquittées.

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation de la commission et aux conditions qu'il détermine, décréter la cessation de ce défaut avant l'expiration de la période prévue à l'alinéa précédent.

**22.** Toute corporation scolaire non constituée en défaut conformément à l'article 6 peut se prévaloir de la présente loi et se soumettre à ses dispositions, en adoptant une résolution à cet effet et en déposant une copie certifiée au bureau de la commission.

A compter du jour où une corporation scolaire a fait ce dépôt, toutes les dispositions de la présente loi la régissent avec le même effet que si elle avait été déclarée en défaut sous l'empire de l'article 6.

**23.** Les dépenses encourues par le ministre des terres et forêts, le ministre des ressources hydrauliques et la commission, dans l'exécution de la présente loi, sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

**24.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le secrétaire de la province à employer toute partie du fonds d'éduca-

**20.** The payment of the said stumpage dues, contributions and charges must be supported by a sworn report of the general manager, of the secretary or of the treasurer of the debtor effecting such payment or of the debtor himself, establishing, in the case of a holder of timber limits or of an owner of wooded territory, the number of cords of wood cut on such timber limits or wooded territories in the province during the year and destined to the manufacture of pulp, of paper or of accessories or by-products of pulp, and, in the case of a holder or owner of harnessed hydraulic powers, the total kilowatt-hours of electricity generated during the year in its plants situated in this province.

The Minister of Lands and Forests and the Minister of Hydraulic Resources may, by themselves or by any person whom they designate and by all means they deem proper, inquire into the accuracy of such reports and, for such purpose, they, as well as the persons delegated by them, have a right of free access to the books, invoices, estimates, accounts and other records of such holders and owners, and may demand from their officers and employees all the information necessary to establish the accuracy of the reports.

**21.** A school corporation shall cease to be in default when all the obligations occasioned by its financial reorganization shall have been discharged.

The Lieutenant-Governor in Council may however, following the recommendation of the Commission, and upon such conditions he may determine, order the termination of such default before the maturity of the period contemplated in the preceding paragraph.

**22.** Every school corporation not declared in default in accordance with section 6 may take advantage of this act and submit itself to the provisions thereof, by adopting a resolution to that effect and by depositing a certified copy of same in the office of the Commission.

As and from the day when a school corporation has made such deposit, all the provisions of this act shall govern it with the same effect as if it had been declared in default under section 6.

**23.** The expenses incurred by the Minister of Lands and Forests, the Minister of Hydraulic Resources and the Commission, for the carrying out of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

**24.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon conditions which he may determine, authorize the Provincial Secretary to use any part of the education

tion excédant les retraits prévus à l'article 11, pour aider les commissions scolaires et collaborer avec elles à la formation de techniciens et de spécialistes dans les diverses branches de l'enseignement, à la construction d'écoles et à toutes mesures propres à assurer l'avancement de l'éducation.

**25.** Dans toutes les municipalités rurales, les commissaires et les syndicats d'écoles sont tenus de payer à chacun de leurs instituteurs et institutrices un salaire annuel d'au moins six cents dollars.

Le gouvernement est autorisé à contribuer au paiement de ces salaires à même la partie du fonds d'éducation excédant les retraits prévus à l'article 11, dans une proportion que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil et qui ne doit pas excéder soixante-quinze pour cent de ces salaires.

Nonobstant toute disposition législative au contraire, aucun différend entre instituteurs ou institutrices et commissaires ou syndicats d'écoles dans les municipalités rurales, relativement à des questions de salaires ou de conditions de travail, ne peut être soumis à des commissions ou comités d'arbitrage ou de conciliation.

**26.** Toute décision d'un comité ou d'une commission d'arbitrage ou de conciliation relative à un différend de cette nature, dans les cités et villes d'une population de dix mille âmes ou plus, doit être soumise à l'approbation de la Commission municipale de Québec et, si elle est approuvée, elle entre en vigueur à la date fixée par cette commission.

**27.** La municipalité scolaire catholique de Montréal-Est, dans le district électoral de Laval, est annexée au territoire sur lequel s'étend la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Montréal, qui est substituée aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Montréal-Est, dont l'actif et le passif sont consolidés avec ceux de ladite Commission des écoles catholiques de Montréal.

Cependant, les commutations et exemptions de taxes accordées dans la municipalité scolaire catholique de Montréal-Est ne lient pas la Commission des écoles catholiques de Montréal. Celle-ci peut faire avec les bénéficiaires de ces commutations et exemptions de taxes de nouvelles ententes pour la fixation et le paiement de leurs impôts et contributions scolaires; ces ententes entrent en vigueur à la date et aux conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec.

fund in excess of the withdrawals provided for in section 11, to assist school commissions and cooperate with them in the training of technicians and specialists in the various branches of teaching, in the construction of school houses and in any steps furthering the advancement of education.

**25.** In all rural municipalities, the school commissioners and trustees shall pay to each of their male or female teachers, an annual salary of not less than six hundred dollars.

The government is authorized to contribute to the payment of such salaries, out of that portion of the education fund exceeding the withdrawals mentioned in section 11 in the proportion determined by the Lieutenant-Governor in Council and shall not exceed seventy-five per cent of such salaries.

Notwithstanding any legislative provision to the contrary, no dispute between male or female teachers and school commissioners or trustees, in rural municipalities, as to problems of remuneration or working conditions, can be submitted to arbitration or conciliation commissions or committees.

**26.** Any decision by an arbitration or conciliation committee or commission respecting a dispute of such nature, in cities and towns having a population of ten thousand souls or more, shall be submitted for the approval of the Quebec Municipal Commission and, if it be approved, same shall come into force upon the date fixed by the said Commission.

**27.** The Catholic School Municipality of Montreal-East, in the electoral district of Laval, is annexed to the territory over which extends the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, which shall acquire the rights and assume the obligations of the school commissioners for the School Municipality of Montreal-East, whose assets and liabilities shall be consolidated with those of the said Montreal Catholic School Commission.

However, the commutations and tax exemptions granted within the catholic school municipality of Montreal-East shall not bind the Montreal Catholic School Commission. The latter may, with the beneficiaries of such commutations and tax exemptions, enter into new agreements for the fixation and payment of their school taxes and contributions; these agreements shall come into force on the date and under the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council, following the recommendation of the Quebec Municipal Commission.

**28. Sont confirmés et validés**

a) les emprunts et crédits obtenus de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale du Canada, avant le 10 avril 1946, par la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour l'exercice financier du premier juillet 1945 au trente juin 1946;

b) les emprunts et crédits obtenus de la Banque Royale du Canada et de la Banque de Montréal, avant le 10 avril, 1946, par le Bureau central des écoles protestantes de Montréal, pour l'exercice financier du premier juillet 1945 au trente juin 1946.

Cependant, la partie de ces crédits qui n'a pas été utilisée avant le 10 avril 1946 ne pourra l'être que sur la recommandation de la Commission municipale de Québec et aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces emprunts et crédits pourront être remboursés en la manière et aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec.

**29.** Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec est, depuis le trois avril 1946, autorisé à faire à la Banque Canadienne Nationale des emprunts n'excédant pas une somme totale de quatre cent cinquante mille dollars. Ces emprunts seront utilisés et pourront être remboursés en la manière que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec.

**30.** Le contrat passé le vingt janvier 1931, entre le Bureau des syndicats d'écoles protestants de la cité d'Outremont et la Commission des écoles juives de Montréal, ratifié par la loi 21 George V, chapitre 63, demeure en vigueur jusqu'au premier juillet 1947, nonobstant tout avis d'expiration qui a pu être donné en vertu de la clause 8 de ce contrat; quant à l'année additionnelle qui expirera le 1er juillet 1947, la continuation des contrats sera subordonnée au consentement du Bureau des syndicats d'écoles protestants de la cité d'Outremont.

**31.** La loi 16 George V, chapitre 45, et le chapitre 90 des Statuts refondus de Québec, 1941, qui la reproduit, sont abrogés. Néanmoins, les droits exigibles en vertu de leurs dispositions ou de tout arrêté en conseil ou règlement adopté sous leur empire, pour la saison d'opérations forestières 1945-1946, ainsi que tous arrérages de droits échus avant l'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent exigibles.

**28. Are confirmed and validated:**

a. The loans and credits obtained from La Banque Canadienne Nationale and the Provincial Bank of Canada, before the 10th of April, 1946, by the Montreal Catholic School Commission, for the fiscal year beginning on the first of July 1945, and ending on the thirtieth of June 1946;

b. The loans and credits obtained from The Royal Bank of Canada and The Bank of Montreal, before the 10th of April, 1946, by the Montreal Protestant Central School Board, for the fiscal year beginning on the first of July 1945 and ending on the thirtieth of June 1946.

However, the portion of the sums thus borrowed which were unused, before the 10th of April, 1946, may not be so used except upon the recommendation of the Quebec Municipal Commission and subject to the conditions which the Lieutenant-Governor in Council shall determine.

Such loans and credits may be reimbursed in the manner and under the conditions which the Lieutenant-Governor in Council may determine, and upon the recommendation of the Quebec Municipal Commission.

**29.** The Board of the Roman Catholic School Commissioners of the city of Québec is, as and from the third of April 1946, authorized to contract loans, with la Banque Canadienne Nationale, for a total sum not exceeding four hundred and fifty thousand dollars. Such loans shall be used and may be reimbursed in such manner as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission.

**30.** The contract passed on the twentieth of January 1931, between the Protestant Board of School Trustees of the City of Outremont and the Jewish School Commission of Montreal, ratified by the act 21 George V, chapter 63, shall remain in force until the first of July 1947, notwithstanding any notice of expiration which may have been given under clause 8 of the said contract; as for the additional year expiring the 1st of July, 1947, the continuation of contracts shall be subject to the consent of the Protestant Board of School Trustees of the city of Outremont.

**31.** The act 16 George V, chapter 45, and chapter 90 of the Quebec Revised Statutes, 1941, which reproduces the said act are repealed. Nevertheless, the duties exigible in virtue of their provisions or of any order in council or regulation adopted under such acts, for the forest operation season of 1945-1946, as well as all arrears of matured duties before the coming into force of this act, remain exigible.

**32.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 25, 26 et 27 qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

**32.** This act shall come into force on the day of its sanction, except as to sections 25, 26 and 27 which shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

10 GEORGE VI, CHAPITRE 22

10 GEORGE VI, CHAPTER 22

Loi constituant le département du bien-être social et de la jeunesse

An Act to constitute the Department of Social Welfare and of Youth

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**A**T TENDU que l'avenir de la province et la survivance de ses institutions, de ses idéaux et de son caractère propre dépendent étroitement du bien-être social de sa population et du sort réservé à sa jeunesse;

**W**HEREAS the future of the province and the survival of its institutions, of its ideals and of its characteristics are closely bound with the social welfare of its people and the fate reserved to its youth;

Attendu que les conditions nées de la guerre font surgir de nombreux et graves problèmes intéressant le bien-être social de la population et l'avenir des jeunes;

Whereas conditions resulting from the war have created numerous grave problems bearing on the social welfare of the people and on the future of youth;

Attendu que les pouvoirs publics ont le devoir d'accorder à ces problèmes une attention spéciale et à la jeunesse toute la protection et l'aide possibles pour assurer son avenir;

Whereas public powers are in duty bound to give these problems special attention and also give to the youth all possible protection and care in order to insure its future;

Attendu qu'il y a lieu de constituer un département pour la poursuite de ces fins;

Whereas it is expedient to constitute a department for the furthering of these purposes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Les Statuts refondus 1941, sont modifiés en insérant, après le chapitre 70, le suivant:

**1.** The Revised Statutes 1941, are amended by inserting, after chapter 70, the following chapter:

"CHAPITRE 70A

"CHAPTER 70A

"LOI DU DÉPARTEMENT DU BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DE LA JEUNESSE

"THE DEPARTMENT OF SOCIAL WELFARE AND OF YOUTH ACT

"**1.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé

"**1.** The Minister of Social Welfare and of Youth shall have charge:

a) de l'administration et de la direction du département du bien-être social et de la jeunesse;

a. of the administration and of the direction of the Department of Social Welfare and of Youth;

b) de l'application des lois ayant pour objets particuliers le bien-être social, l'aide à la jeunesse et la préparation de son avenir;

b. of the carrying out of laws having for special object the social welfare, the aid of youth and the preparation of its future;

c) d'étudier les problèmes concernant le bien-être social, l'enfance négligée ou délaissée, la délinquance juvénile, la réforme de ses victimes, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuses, d'en rechercher les solutions appropriées et de proposer les mesures qui s'imposent;

c. of the study of problems respecting social welfare, neglected or abandoned children, of juvenile delinquency, of the reformation of its victims, of the segregation and care of the young confined and of all other problems relating to unfortunate childhood and youth, of looking for appropriate solutions thereof and of proposing the appropriate remedies;

d) généralement, de veiller au bien-être social de la population et d'aider la jeunesse

d. of generally looking after the social welfare of the people and help youth in

se dans la préparation et l'orientation de son avenir.

Les programmes d'étude dans toute école ou institution relevant du département du bien-être social et de la jeunesse sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du conseil de l'instruction publique.

Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour revision, au conseil de l'instruction publique, qui peut la désavouer dans un mois de la signification qui lui en est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le conseil de l'instruction publique informe le ministre de ce désaveu.

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre du bien-être social et de la jeunesse.

"3. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers et serviteurs du département. Il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"4. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, son autorité est celle du chef du département et sa signature officielle donne force et autorité à tout document qui est ou peut être du ressort du département.

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département, conformément à la Loi du service civil (chapitre 11).

"6. Les devoirs respectifs des officiers ou commis du département non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

"7. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le département, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

"8. Toute copie d'un document faisant partie des archives du département, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original."

2. L'article 5 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI,

the preparation and orientation of its future.

Courses of studies in any school or institution under the jurisdiction of the Department of Social Welfare and of Youth shall be arranged and carried out under the authority and supervision of the Council of Education.

Any appointment made in the teaching staff of such schools must without delay be submitted for revision to the Council of Education which may disavow the said appointment within one month of the notification thereof made to it; such appointment shall cease to be effective as from the day the Council of Education shall have informed the minister of such disavowal.

"2. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Social Welfare and of Youth.

"3. Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall have the supervision of the other various officers, employees, messengers and servants of the Department. He shall have general control of the affairs of the Department, and shall exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

"4. The orders of the Deputy Minister must be carried out in the same manner as those of the Minister, his authority shall be that of the head of the Department, and his official signature shall give force and authority to any document which is or may be within the jurisdiction of the Department.

"5. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint a secretary and all other officers, clerks and messengers necessary for the proper administration of the department in conformity with the Civil Service Act (chapter 11).

"6. The respective duties of the officers and clerks of the department, not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council, shall be determined by the Minister.

"7. No deed, contract, document or writing shall be binding upon the department, nor may it be ascribed to the Minister, unless signed by him or by the Deputy Minister.

"8. Every copy of a document forming part of the records of the department, certified by the Minister or the Deputy Minister as a true copy, shall be authentic and shall have the same effect as the original."

2. Section 5 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1941, chapter 7) as amended by the acts 6 George VI,

chapitre 55 et par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 39, est de nouveau modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 11° par le suivant:

"11° Un ministre de la santé;"

b. en y ajoutant le paragraphe suivant:  
"17° Un ministre du bien-être social et de la jeunesse."

3. L'article 2 de la Loi des fermes pour les prisonniers ou les jeunes délinquants (Statuts refondus, 1941, chapitre 35) est modifié en y substituant au premier alinéa le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le procureur général à organiser une ferme pour recevoir des prisonniers et le ministre du bien-être social et de la jeunesse à en organiser une autre pour recevoir des jeunes délinquants."

4. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"11. L'exécution de la présente loi est confiée au procureur général pour ce qui concerne la ferme destinée à recevoir des prisonniers et au ministre du bien-être social et de la jeunesse quant à la ferme destinée à recevoir des jeunes délinquants."

5. La Loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants (Statuts refondus, 1941, chapitre 37) est modifiée en y ajoutant, après l'article 8, le suivant:

"9. Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de l'application de la présente loi."

6. La Loi des écoles de réforme (Statuts refondus, 1941, chapitre 38) est modifiée en remplaçant les mots "secrétaire de la province", partout où ils s'y rencontrent, par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse."

7. La Loi des écoles d'industrie (Statuts refondus, 1941, chapitre 39) est modifiée en remplaçant les mots "secrétaire de la province", partout où ils s'y rencontrent, par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse."

8. La Loi du travail dans les écoles de réforme et d'industrie (Statuts refondus, 1941, chapitre 40) est modifiée en remplaçant les mots "secrétaire de la province", partout où ils s'y rencontrent, par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse."

9. L'article 2 de la Loi des départements (Statuts refondus, 1941, chapitre 43), modifié par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 55, par l'article 2 de

chapter 55, section 5 and by 7 George VI, chapter 39, section 1, is again amended:

a. by replacing paragraph 11 thereof by the following:

"11. A Minister of Health;"

b. by adding the following paragraph:  
"17. A Minister of Social Welfare and of Youth."

3. Section 2 of the Prisoners or Juvenile Delinquents Farm Act (Revised Statutes, 1941, chapter 35) is amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

"2. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Attorney-General to organize a farm to receive prisoners, and also authorize the Minister of Social Welfare and of Youth to organize another one to receive juvenile delinquents."

4. Section 11 of the said act is replaced by the following:

"11. The carrying out of this act is entrusted to the Attorney-General with regards to the farm destined to receive prisoners, and to the Minister of Social Welfare and of Youth as to the farm destined to receive juvenile delinquents."

5. The Reformatory Prison Act (Revised Statutes, 1941, chapter 37) is amended by adding thereto after section 8 thereof the following section:

"9. The Minister of Social Welfare and of Youth shall have charge of the carrying out of this act".

6. The Reformatory School Act (Revised Statutes, 1941, chapter 38) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" wherever they appear therein by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

7. The Industrial School Act (Revised Statutes, 1941, chapter 39) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" wherever they appear therein by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

8. The Reformatory and Industrial Schools Work Act (Revised Statutes, 1941, chapter 40) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" wherever they appear therein by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

9. Section 2 of the Public Department Act (Revised Statutes, 1941, chapter 43) as amended by the acts 6 George VI, chapter 55, section 6, 7 George VI, chap-

la loi 7 George VI, chapitre 39, et par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 32, est de nouveau modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 11° par le suivant:

"11° Le département de la santé, présidé par le ministre de la santé;"

b. en y ajoutant, après le paragraphe 15°, le suivant:

"16° Le département du bien-être social et de la jeunesse, présidé par le ministre du bien-être social et de la jeunesse."

**10.** L'article 23 de la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) est remplacé par le suivant:

"**23.** L'exécution de la présente loi est confiée au ministre du bien-être social et de la jeunesse.

Cependant son exécution est confiée au secrétaire de la province pour ce qui concerne l'École des hautes études commerciales de Montréal et les écoles des beaux arts de Montréal et de Québec."

**11.** L'article 2 de la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus, 1941, chapitre 64) modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 16, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe a par le suivant:

"a) "ministre" désigne le ministre du bien-être social et de la jeunesse;"

**12.** La Loi des bourses pour des cours additionnels (Statuts refondus, 1941, chapitre 67) est modifiée en ajoutant, après l'article 3, le suivant:

"**4.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de l'exécution de la présente loi."

**13.** L'article 1 de la Loi de l'aide à la jeunesse (Statuts refondus, 1941, chapitre 68) est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse".

**14.** L'article 4 de la Loi relative au bien-être de la jeunesse (Statuts refondus, 1941, chapitre 176) est remplacé par le suivant:

"**4.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de l'application de la présente loi."

**15.** L'article 23 de la Loi des pensions de vieillesse de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 179) est remplacé par le suivant:

"**23.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de la mise à exécution de la présente loi et y est désigné sous le nom de "ministre."

ter 39, section 2, and 9 George VI, chapter 32, section 1, is again amended:

a. by replacing paragraph 11 thereof by the following:

"11. The Department of Health presided over by the Minister of Health;"

b. by adding thereto, after paragraph 15 thereof, the following:

"16. The Department of Social Welfare and of Youth presided over by the Minister of Social Welfare and of Youth."

**10.** Section 23 of the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63) is replaced by the following:

"**23.** The carrying out of this act is entrusted to the Minister of Social Welfare and of Youth.

Nevertheless its carrying out is entrusted to the Provincial Secretary as regards the School of Higher Commercial Studies of Montreal and the schools of fine arts of Montreal and Quebec."

**11.** Section 2 of the Trade-schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 64) as amended by the act 7 George VI, chapter 16, section 1, is again amended by replacing paragraph a thereof, by the following:

"a. "Minister" means the Minister of Social Welfare and of Youth;"

**12.** The Post-Graduate Scholarship Act (Revised Statutes, 1941, chapter 67) is amended by adding, after section 3, the following:

"**4.** The Minister of Social Welfare and of Youth shall have charge of the carrying out of this act".

**13.** Section 1 of the Youth Aid Act (Revised Statutes, 1941, chapter 68) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" in the second line thereof by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

**14.** Section 4 of the Act respecting the Welfare of Youth (Revised Statutes, 1941, chapter 176) is replaced by the following:

"**4.** The Minister of Social Welfare and of Youth shall have charge of the carrying out of this act."

**15.** Section 23 of the Quebec Old Age Pensions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 179) is replaced by the following:

"**23.** The Minister of Social Welfare and of Youth shall be charged with the carrying out of this act and is designated therein under the name of "Minister".

**16.** L'article 17 de la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180) est remplacé par le suivant:

"**17.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de la mise à exécution de la présente loi".

**17.** La Loi du département de la santé et du bien-être social (Statuts refondus, 1941, chapitre 182) est modifiée en retranchant, après le mot "santé", les mots "et du bien-être social" chaque fois qu'ils s'y rencontrent.

**18.** L'article 1 de la Loi instituant le Conseil provincial des sports (Statuts refondus, 1941, chapitre 253), modifié par l'article 6 de la loi 7 George VI, chapitre 39, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

"c) "Ministre" désigne le ministre du bien-être social et de la jeunesse."

**19.** L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 7 George VI, chapitre 39, est remplacé par le suivant:

"**16.** Le ministre du bien-être social et de la jeunesse est chargé de l'application de la présente loi."

**20.** L'article 2 de la Loi concernant la protection des enfants immigrants (Statuts refondus, 1941, chapitre 326) est modifié en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

"4° Le mot "ministre" signifie le ministre du bien-être social et de la jeunesse."

**21.** L'article 1 de la Loi pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (6 George VI, chapitre 6) est modifié en remplaçant les mots "secrétaire de la province" dans les première et deuxième lignes, par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse".

**22.** L'article 1 de la Loi autorisant l'acquisition d'un immeuble pour l'École du meuble (6 George VI, chapitre 24) est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse".

**23.** L'article 2 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse".

**24.** L'article 1 de la Loi pour faciliter l'établissement des jeunes (9 George VI, chapitre 27) est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les

**16.** Section 17 of the Needy Mothers Assistance Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 180) is replaced by the following:

"**17.** The Minister of Social Welfare and of Youth shall have charge of the carrying out of this act".

**17.** The Department of Health and Social Welfare Act (Revised Statutes, 1941, chapter 182) is amended by striking out, after the word: "Health", the words: "and Social Welfare" wherever they appear therein.

**18.** Section 1 of the Act to Create the Provincial Sports Council (Revised Statutes, 1941, chapter 253) as amended by the act 7 George VI, chapter 39, section 6, is again amended by replacing paragraph c thereof by the following:

"c. "Minister" means the Minister of Social Welfare and of Youth."

**19.** Section 16 of the said act as amended by the act 7 George VI, chapter 39, section 6, is replaced by the following:

"**16.** The Minister of Social Welfare and of Youth is charged with the carrying out of this act."

**20.** Section 2 of the Immigrant Children Act (Revised Statutes, chapter 326) is amended by replacing paragraph 4 thereof by the following:

"4. The word "Minister" means the Minister of Social Welfare and of Youth."

**21.** Section 1 of the Act to come to the aid of l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (6 George VI, chapitre 6) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" in the first and second lines thereof by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth."

**22.** Section 1 of the Act to authorize the acquisition of an immovable for the Furniture-Making School (6 George VI, chapitre 24) is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" in the second line of the first paragraph thereof by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth."

**23.** Section 2 of the said act is amended by replacing the words: "Provincial Secretary" in the fourth line thereof by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

**24.** Section 1 of the Act to Facilitate the Establishing of Youth (9 George VI, chapitre 27) is amended by replacing in the second line the words: "Provincial Secreta-

mots "secrétaire de la province" par les mots "ministre du bien-être social et de la jeunesse".

**25.** Pour les fins de tout arrêté en conseil, contrat, règlement, proclamation et document quelconque émanant d'une loi mentionnée à quelqu'un des articles 3 à 23 inclusivement, le ministre, le sous-ministre et le département du bien-être social et de la jeunesse agiront à l'avenir aux lieu et place du ministre, du sous-ministre et du département qui y sont mentionnés.

Toutefois, dans le cas des articles 3 et 4, les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent que lorsqu'il s'agit d'une ferme destinée à recevoir les jeunes délinquants.

**26.** Dans toutes les lois dont l'exécution relevait avant l'entrée en vigueur de la présente loi du ministre de la santé et du bien-être social et qui ne sont pas, par la présente loi, confiées au ministre du bien-être social et de la jeunesse, et dans tout arrêté en conseil, contrat, règlement, proclamation et document quelconque émanant de ces lois, les mots "ministre de la santé" "sous-ministre de la santé" et "département de la santé" sont substitués aux mots "ministre de la santé et du bien-être social", "sous-ministre de la santé et du bien-être social" et "département de la santé et du bien-être social."

**27.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toute partie des sommes votées par la Législature pour l'année financière 1946-1947, pour les fins des lois dont l'exécution est transférée par la présente loi au ministre du bien-être social et de la jeunesse, soit employée pour les fins du ressort du département du bien-être social et de la jeunesse et il peut ordonner que, pour la même année, une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du département du bien-être social et de la jeunesse, pour le paiement des traitements et dépenses de ce département.

**28.** La loi 8 George VI, chapitre 32, est abrogée.

**29.** La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ry" by the words: "Minister of Social Welfare and of Youth".

**25.** For the purposes of any order in council, contract, regulation, proclamation and of any document whatsoever resulting from an act mentioned in any one of the sections 3 to 23 inclusive, the Minister, the Deputy Minister and the Department of Social Welfare and of Youth shall in the future act in the stead and place of the Minister, of the Deputy Minister and of the Department therein mentioned.

However, in the case of sections 3 and 4, the provisions of the preceding paragraph shall apply only as to a farm destined to receive juvenile delinquents.

**26.** In any act the carrying out of which was, before the coming into force of this act, under the jurisdiction of the Minister of Health and of Social Welfare and which are not by this act entrusted to the Minister of Social Welfare and of Youth, and in any order in council, contract, regulation, proclamation and document whatsoever resulting from such acts, the words: "Minister of Health", "Deputy Minister of Health" and "Department of Health" are substituted to the words: "Minister of Health and Social Welfare", "Deputy Minister of Health and Social Welfare" and "Department of Health and Social Welfare."

**27.** The Lieutenant-Governor in Council may order that any portion of the sums voted by the Legislature for the financial year 1946-1947 for the purposes of the acts the carrying out of which is by this act transferred to the Minister of Social Welfare and of Youth, be used for purposes pertaining to the Department of Social Welfare and of Youth, and he may order that for the same year a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, to be taken from the consolidated revenue fund, be placed at the disposal of the Department of Social Welfare and of Youth for the payment of the salaries and expenses of such Department.

**28.** The act 8 George VI, chapter 32, is repealed.

**29.** This act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 26

Loi modifiant la Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 41 de la Loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A), remplacé par l'article 18 de la loi 9 George VI, chapitre 30, est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Néanmoins, la Commission peut, notwithstanding toute disposition législative au contraire, faire avec des corporations municipales et avec des corporations de commissaires, de syndics ou d'administrateurs d'écoles des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Commission et par telles corporations entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945.

Les ententes qui seront conclues postérieurement au premier avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entreront en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**2.** L'article 51 de ladite loi, édicté par l'article 22 de la loi 9 George VI, chapitre 30, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Elle peut aussi se prévaloir des dispositions des articles 16, 18 et 19 de la loi 12 Victoria, chapitre 183 (Statuts provinciaux du Canada) et de l'article 20 de ladite loi modifié par l'article 8 du Statut de Québec, 36 Victoria, chapitre 61."

**3.** L'article 3 de la Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"La Commission possède et a toujours possédé depuis le 15 avril 1946 tous les droits, pouvoirs et attributions compétant à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, en vertu de l'acte de fiducie mentionné à l'alinéa précédent et daté du 1er février 1936 et des actes supplémentaires s'y rapportant, de donner des instructions, des directives et des

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 26

An Act to amend the Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**HIS MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 41 of the Quebec Hydro-Electric Commission Act (Revised Statutes, 1941, chapter 98A) as replaced by the act 9 George VI, chapter 30, section 18, is amended by adding thereto the following paragraphs:

"The Commission may nevertheless, notwithstanding any legislative provision to the contrary, enter into agreements with municipal corporations and with corporations of school commissioners, trustees or administrators, for the payment of fixed sums of money in lieu of all taxes, contributions, assessments and dues for municipal services, whatever may be the nature of such taxes, contributions, assessments and dues.

The agreements made and the decisions taken for such purposes by the Commission and by such corporations between the first of January 1945 and the first of April 1946 are declared valid and shall take effect as from the first of January 1945.

The agreements which shall be made after the first of April 1946 in virtue of the first paragraph of this section shall come into force as soon as approved by the Lieutenant-Governor in Council."

**2.** Section 51 of the said act, as enacted by the act 9 George VI, chapter 30, section 22, is amended by adding thereto the following paragraph:

"It may also take advantage of the provisions of sections 16, 18 and 19 of the act 12 Victoria, chapter 183 (Provincial Statutes of Canada) and of section 20 of the said act as amended by section 8 of the Statute of Quebec 36 Victoria, chapter 61."

**3.** Section 3 of the Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission (8 George VI, chapter 22) is amended by adding thereto, after the first paragraph, the following:

"The Commission possesses and has continuously possessed since the 15th of April, 1946, all the rights, powers and attributions belonging to the Montreal Light, Heat & Power Consolidated under the trust deed mentioned in the preceding paragraph and dated the first of February 1936 and under deeds supplemental thereto, to give instructions, directions and

ordres à Montreal Trust Company, concernant l'emploi des sommes d'argent qui ont été ou qui pourront être versées à cette dernière comme fiduciaire, en remboursement total ou partiel des sommes dues par Beauharnois Light, Heat and Power Company à ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated."

4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 14, les suivants:

"14a. Beauharnois Light, Heat and Power Company peut, en tout temps ci-après, se libérer en totalité ou en partie de la dette au montant de douze millions de dollars représentée par des billets datés du 1er mai 1940, portant intérêt à cinq pour cent, et garantis jusqu'à concurrence de dix millions deux cent mille dollars suivant acte d'affectation hypothécaire consenti par Beauharnois Light, Heat and Power Company, en faveur de Montreal Trust Company, comme fiduciaire, passé devant Me Édouard Cholette, notaire, le 27 juin, 1941, en payant à la Montreal Trust Company le montant en capital des billets qu'elle entend payer, plus l'intérêt jusqu'à la date du paiement.

"14b. Beauharnois Light, Heat and Power Company peut, nonobstant toute disposition législative au contraire, faire avec des corporations municipales et avec des corporations de commissaires, de syndics ou d'administrateurs d'écoles des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Commission et par telles corporations entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945.

Les ententes qui seront conclues postérieurement au premier avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entreront en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

orders to Montreal Trust Company respecting the use of the sums of money which have been or may be paid to the latter company as trustee, in total or partial repayment of the sums due to the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated by Beauharnois Light, Heat and Power Company."

4. The said act is amended by adding thereto, after section 14, the following:

"14a. Beauharnois Light, Heat and Power Company may, at any time hereafter, free itself in whole or in part of the debt amounting to twelve million dollars represented by notes dated the first of May, 1940, bearing interest at five per cent and guaranteed to the extent of ten million two hundred thousand dollars following deed of hypothecary attribution consented to by Beauharnois, Light, Heat and Power Company in favour of Montreal Trust Company, as trustee, passed before Édouard Cholette, notary, on the 27th of June, 1941, by paying Montreal Trust Company the amount in capital of the notes which Beauharnois Light, Heat and Power Company intends to pay, plus interest to the date of payment.

"14b. Beauharnois Light, Heat and Power Company may, notwithstanding any legislative provision to the contrary, enter into agreements with municipal corporations and with corporations of school commissioners, trustees or administrators, for the payment of fixed sums of money in lieu of all taxes, contributions, assessments and dues for municipal services, whatever may be the nature of such taxes, contributions, assessments and dues.

The agreements made and the decisions taken for such purposes by the Commission and by such corporations between the first of January 1945 and the first of April 1946 are declared valid and shall take effect as from the first of January 1945.

The agreements which shall be made after the first of April 1946 in virtue of the first paragraph of this section shall come into force as soon as they are approved by the Lieutenant-Governor in Council."

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 29

Loi pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**A**TTENDU que, pour répondre aux besoins de la colonisation, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, en particulier de l'industrie minière, une centrale électrique a été construite au rapide numéro 7, de l'Outaouais supérieur, en vertu de la loi (1937) 1 George VI, chapitre 24;

Attendu que l'essor agricole, industriel et commercial de cette région importante de la province requiert une augmentation considérable de forces hydrauliques;

Attendu que la construction d'un barrage-réservoir au lac Dozois, permettrait à cette centrale électrique de donner son plein rendement et assurerait l'énergie électrique nécessaire aux populations des centres urbains et ruraux, ainsi qu'aux entreprises minières et autres de la région;

Attendu que la construction de ce barrage-réservoir est un ouvrage d'intérêt général pour la province;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La Commission hydroélectrique de Québec, après avoir produit au département des ressources hydrauliques les plans et détails nécessaires pour indiquer, d'une façon précise, les travaux qu'elle désire entreprendre sous l'autorité de la présente loi et leur coût probable, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il juge opportunes, à faire tous les travaux requis pour établir, maintenir et exploiter un barrage-réservoir au lac Dozois, dans le comté de Pontiac.

**2.** Après avoir produit les plans et devis mentionnés dans l'article 1 et entendu les intéressés, la commission doit soumettre au ministre des ressources hydrauliques

1° tout projet de contrat entre la commission et les personnes, corporations ou associations qui bénéficieraient des travaux autorisés par la présente loi;

2° le tarif général des taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, corporation ou association non régie par un contrat, pour l'utilisation des eaux provenant du barrage-réservoir construit en vertu de l'article 1.

Les contrats visés au paragraphe 1° n'ont d'effet qu'à compter de leur approba-

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 29

An Act to ensure the full output of the Central Electric Station of the Province on the Upper Ottawa River

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**W**HEREAS in order to meet the needs of colonization, of agriculture, of trade, commerce and industry, and particularly of the mining industry, a central electric station was constructed at Rapid number 7 on the Upper Ottawa River, in virtue of the act (1937) 1 George VI, chapter 24;

Whereas the agricultural, industrial and commercial development of this important part of the territory of the Province requires a considerable increase in water power development;

Whereas the construction of a storage dam at lake Dozois would enable the said central electric station to give its full output and would furnish to the population of urban and rural centres as well as to the mining and other enterprises of the region the necessary electric power;

Whereas the construction of such a storage dam is a matter of public interest for the Province in general;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Quebec Hydro-Electric Commission, after having filed with the Department of Hydraulic Resources all plans and details necessary to indicate in a precise manner, the work which it desires to undertake under the authority of this act and the probable cost thereof, may be authorized by the Lieutenant-Governor in Council, upon the conditions he deems expedient, to execute all the works required to establish, maintain and operate a storage dam at lake Dozois, in the county of Pontiac.

**2.** Following the production of the plans and specifications mentioned in section 1, and after hearing the interested parties, it shall be the duty of the Commission to submit to the Minister of Hydraulic Resources

1. Any proposed contract to be entered into between the Commission and any person, corporation or association benefitting from the work authorized by this act;

2. The general tariff fixing rates, prices and conditions which may be exacted from any person, corporation or association not governed by the contract, for the use of water coming from the storage dam constructed in virtue of section 1.

The contracts contemplated in paragraph 1 shall have effect only upon

tion par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif prévu au paragraphe 2° ne prend effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Une redevance pourra être exigée, indépendamment de tout contrat ou tarif existant, pour l'accroissement d'énergie hydroélectrique rendue disponible par suite de la construction de ce barrage-réservoir.

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission hydroélectrique de Québec à exécuter tous travaux qu'il juge utiles pour l'agrandissement, le développement et l'aménagement de la centrale électrique de la province située au rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur et du barrage-réservoir dont la construction est autorisée par la présente loi, ainsi que tous ouvrages qu'il considère avantageux pour la transmission, l'approvisionnement et la distribution de l'énergie électrique générée par ladite centrale, y compris, mais sans restreindre la portée générale de la présente disposition, des chemins, routes, réseaux de téléphone et de télégraphe et tous autres travaux accessoires au développement hydroélectrique de la province dans cette région.

**4.** La Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation

a) les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la présente loi, ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques grevant ces immeubles;

b) les immeubles qui seront affectés de quelque manière que ce soit, en raison de l'exécution, du maintien et de la conservation desdits ouvrages et travaux;

c) les immeubles requis pour la construction des chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits ouvrages et travaux ou à remplacer des chemins submergés ou autrement détruits ou endommagés;

d) toutes servitudes qu'elle juge utiles ou nécessaires.

Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la commission, lorsqu'elle n'a besoin que d'une partie d'un terrain pour ses travaux, peut néanmoins l'acquérir en entier et en vendre le résidu.

**5.** La Commission hydroélectrique de Québec peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et sur la re-

their approval by the Lieutenant-Governor in Council.

The tariff fixed under paragraph 2 of this section shall have effect, once approved by the Lieutenant-Governor in Council, only upon its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Apart from any existing contract or tariff, a duty may be demanded for the increase in hydro-electric power made available as the result of the construction of such a storage dam.

**3.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Quebec Hydro-Electric Commission to execute all works he may deem useful for the enlargement, the development and equipment of the central electric station of the province located at Rapid number 7 on the upper Ottawa River, and of the storage dam the construction of which is authorized by this act, as well as all works he may deem convenient for the transmission, supply and distribution of the electrical energy generated by the said station, the said works including, without restricting the generality of the present provision, roads, highways, telephone and telegraph systems and all other works ancillary to the hydro-electric development of the province in the said region.

**4.** The Quebec Hydro-Electric Commission may, on being so authorized by the Lieutenant-Governor in Council, acquire by mutual agreement or by expropriation

a. The immovable properties necessary for the carrying out and maintenance of the works authorized by this act, as well as all immovable rights, encumbrances, leases or emphyteutic leases, constituted rents or any other rights whatsoever affecting such immovables;

b. The immovable properties which shall be affected in any manner whatsoever by reason of the carrying out, the maintenance and preservation of said constructions and works;

c. The immovable properties required for building public or private roads intended to give access to said constructions and works or to replace roads submerged or in some other way destroyed or damaged;

d. All easements deemed useful or necessary.

The Commission, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, when it needs only a part of a piece of land for its works, may nevertheless expropriate the whole of said land and sell the residue thereof.

**5.** The Quebec Hydro-Electric Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon

commandation du ministre des ressources hydrauliques, conclure avec toute corporation municipale, coopérative d'électricité et compagnie minière situées dans les districts électoraux de Témiscamingue, d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda, toute convention qu'elle juge raisonnable et conforme aux intérêts de la province pour la distribution de l'électricité produite à la centrale électrique du rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour les travaux, ouvrages et acquisitions d'immeubles ci-dessus prévus.

7. Pour l'exécution de la présente loi, la Commission hydroélectrique de Québec agit comme mandataire et agent de la couronne.

Le barrage-réservoir construit, les ouvrages faits et les biens acquis en vertu de la présente loi font partie de l'entreprise hydroélectrique de la province située au rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur.

Nonobstant les dispositions de l'article 20 de la loi 8 George VI, chapitre 22, les profits de cette entreprise seront crédités à son compte et seront reçus par la Commission hydroélectrique de Québec.

Les avances passées et futures faites par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, pour la centrale électrique de la province, construite au rapide numéro 7 de l'Outaouais supérieur et le développement hydroélectrique prévu par la présente loi, ainsi que pour tous les travaux et acquisitions d'immeubles s'y rapportant, porteront intérêt à trois pour cent à compter du premier avril 1946.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPITRE 30

Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 10 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

the recommendation of the Minister of Hydraulic Resources, conclude with any municipal corporation, electricity cooperative and any mining company situated in the electoral districts of Temiscamingue, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda, any agreement deemed reasonable and in conformity with the general interests of the Province, for the distribution of electricity generated at the central electric station of Rapid No. 7 on the Upper Ottawa river.

6. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to pay, out of the consolidated revenue fund, the sums required for the works, constructions and acquisitions of immoveables hereinabove provided.

7. The Quebec Hydro Electric Commission, for the purpose of carrying out the present act, shall be the mandatary and agent of the Crown.

The storage dam erected, the works executed and the properties acquired under this act shall form part of the hydroelectric undertaking of the province situated at Rapid No. 7 on the Upper Ottawa River.

Notwithstanding any of the provisions of section 20 of the act 8 George VI, chapter 22, the profits of this undertaking shall be credited to its account and shall be perceived by the Quebec Hydro-Electric Commission.

Past and future advances made by the Provincial Treasurer, out of the consolidated revenue fund of the province, for the central electric station of the Province, built at Rapid number 7 on the Upper Ottawa River and for the hydroelectric development provided for in this act as well as for any works and acquisitions of immoveables pertaining thereto, shall bear interest at the rate of three per cent from the first of April 1946.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPTER 30

An Act to amend the Rural Electrification Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 10 of the Rural Electrification Act (9 George VI, chapter 48) is amended by adding thereto the following paragraph:

"Au surplus, la Loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11) et les dispositions de la section III de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) s'appliquent *mutatis mutandis*, au secrétaire de l'Office et aux officiers et employés mentionnés dans l'alinéa précédent."

2. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"i) Payer à toute banque ou syndicat coopératif de crédit une partie, n'excédant pas trois pour cent par année, de l'intérêt sur les emprunts faits, jusqu'à concurrence de trois cents dollars, par tout membre d'une coopérative pour les fins d'installation électrique sur sa ferme et approuvés par le conseil d'administration de ladite coopérative."

3. L'article 21 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "rurales" par les mots "régies par le Code municipal et dans les territoires non organisés en municipalités".

4. L'article 30 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant les deux premières lignes du deuxième alinéa par les mots suivants: "Avis de cette fusion, du nom et du siège social de la nouvelle coopérative doit être donné sans délai au secrétaire de la province, qui le":

b) en y ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant:

"Avec l'autorisation de l'Office, plusieurs coopératives peuvent de même se fusionner en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure énoncée aux deux alinéas précédents. Cependant cette fusion est limitée aux coopératives formées dans au plus quatre districts électoraux adjacents."

5. L'article 43 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"L'année financière des coopératives se termine le trente juin de chaque année. Une assemblée générale doit être tenue, à l'endroit désigné par les administrateurs, dans les quatre-vingt-dix jours suivants. L'avis de convocation est donné en la manière prescrite par les règlements."

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"Moreover the Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11) and the provisions of Division III of the Pension Act (Revised Statutes 1941, chapter 13) shall apply *mutatis mutandis*, to the secretary of the Bureau and to the officers and employees mentioned in the preceding paragraph."

2. Section 12 of the said act is amended by replacing paragraph *i* thereof by the following:

"i. To pay to any bank or cooperative syndicate for credit a portion, not in excess of three per cent per annum, of the interest on loans contracted, to the extent of three hundred dollars, by any member of a cooperative for the purpose of electrical installation on his farm and approved by the board of directors of the said cooperative."

3. Section 21 of the said act is amended by replacing the words "rural municipalities" in the third line thereof, by the words: "municipalities governed by the municipal code and in territories not organized as municipalities,".

4. Section 30 of the said act is amended:

a. by replacing the first two lines of the second paragraph thereof by the following words: "Notice of such union, of the name and of the head office of the new cooperative shall be given forthwith to the Provincial Secretary who";

b. by adding thereto, after the second paragraph thereof the following:

"With the authorization of the Bureau, several cooperatives may likewise unite by following, *mutatis mutandis*, the procedure outlined in the two preceding paragraphs. However such union shall be limited to cooperatives formed in not more than four adjacent electoral districts."

5. Section 43 of the said act is amended by replacing the third paragraph thereof by the following:

"The fiscal year of cooperatives shall end on the thirtieth of June of each year. A general meeting shall be held, at the place fixed by the directors within the ninety days following. Notice calling the meeting shall be given in the manner prescribed by the by-laws."

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 41

## Loi pour combattre la tuberculose

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**A**TTENDU qu'il est urgent et d'importance vitale pour la santé publique et la protection du capital humain d'entreprendre une lutte vigoureuse contre le fléau de la tuberculose;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Le gouvernement est autorisé à adopter les mesures qu'il jugera opportunes pour combattre la tuberculose et notamment il pourra, sur la recommandation du ministre de la santé, organiser le dépistage des cas de tuberculose, contribuer au coût de l'agrandissement, de la construction et de l'aménagement de sanatoriums pour tuberculeux, supporter les frais d'hospitalisation des tuberculeux indigents, de formation de spécialistes dans le traitement de cette maladie et de campagnes d'éducation anti-tuberculeuse, et généralement adopter tout autre moyen propre à assurer le succès de la lutte contre la tuberculose.

**2.** Le gouvernement est autorisé à dépenser à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, en la manière, aux conditions et au temps qu'il jugera opportuns, pendant une période ne dépassant pas quatre ans, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, une somme n'excédant pas dix millions de dollars.

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la santé à conclure avec des gouvernements, corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il jugera opportune pour la poursuite des fins prévues par la présente loi.

**4.** Un comité consultatif est constitué, avec fonction de suggérer des mesures pour combattre la tuberculose et assurer une exécution pratique et efficace de la présente loi.

Il se composera de neuf membres, dont trois médecins, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les honoraires et dépenses qui leur seront payés pour assistance aux assemblées du comité. Ces honoraires et ces dépenses seront payés à même le fonds créé par la présente loi.

**5.** Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à nommer une personne comme directeur général de la lutte anti-tuberculeuse et à fixer son traitement, qui

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 41

## An Act to combat tuberculosis

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**W**HEREAS it is urgent and of vital importance for the public health and the protection of human capital to undertake a vigorous fight against the scourge of tuberculosis;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Government is authorized to adopt the measures it shall deem expedient to combat tuberculosis and more particularly it may, upon the recommendation of the Minister of Health, organize the detection of cases of tuberculosis, contribute to the cost of the enlargement, construction and equipment of sanatoriums for consumptives, bear the costs of the hospitalization of indigent consumptives, the training of specialists in the treatment of such disease and anti-tubercular education campaigns, and generally adopt any other proper method of securing the success of the fight against tuberculosis.

**2.** The Government is authorized to spend for such purposes, out of the consolidated revenue fund, in the manner, upon the conditions and at the time it shall deem expedient, during a period of not more than four years, as from the coming into force of this act, a sum not exceeding ten million dollars.

**3.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Health to enter into any agreement he shall deem expedient with governments, corporations, societies and persons for attaining the purposes contemplated in this act.

**4.** An advisory board is constituted with the function of suggesting measures to combat tuberculosis and insure a practical and efficient carrying out of this act.

The said board shall be composed of nine members, three of whom shall be physicians, appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall determine the fees and expenses to be paid to them for their attending the meetings of such board. Such fees and such expenses shall be paid out of the fund created by this act.

**5.** The Lieutenant-Governor in Council is authorized to appoint a person as director general of the fight against tuberculosis and to fix his salary, which shall

ne devra pas excéder dix mille dollars par année et sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

6. Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés aussitôt à l'Assemblée législative, si elle est alors en session; sinon, ils devront l'être dans les trente premiers jours de la session suivante.

7. L'exécution de la présente loi est confiée au ministre de la Santé.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPITRE 44

Loi pour instituer un service provincial de publicité

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**A**TTENDU que le film et la photographie sont, avec les journaux, les périodiques et la radio, de puissants médiums d'information, de propagande et d'éducation populaire;

Attendu qu'une saine publicité, organisée par la province, offrirait à la population de grands avantages d'ordre éducatif et contribuerait largement à faire connaître le Québec sous son vrai jour, à mettre en relief son caractère propre, ses traditions et ses aspirations, ses valeurs culturelles, ses attraits touristiques, ses promesses d'avenir et ses réalisations dans tous les domaines;

Attendu qu'il y a lieu de coordonner et de développer la publicité des divers départements et services du gouvernement;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Un service administratif, désigné sous le nom d' "Office provincial de publicité", est institué par la présente loi.

Il relève du département du Conseil exécutif et est dirigé, sous l'autorité du chef de ce département, par un officier portant le nom de "directeur de l'Office provincial de publicité".

Cet officier est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui détermine son traitement.

2. Cet officier est chargé de la publicité générale de la province, sous quelque forme que ce soit, et, à ces fins, il doit mettre en œuvre et surveiller un service central de cinématographie, de photographie, de documentation, de propagande et d'infor-

not be over ten thousand dollars per annum and shall be paid out of the consolidated revenue fund.

6. All the orders in council passed under this act shall be deposited at once with the Legislative Assembly, if it is then in session; if not, they shall be so deposited within the first thirty days of the subsequent session.

7. The carrying out of this act is entrusted to the Minister of Health.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPTER 44

An Act to institute a Provincial Publicity Service

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**W**HEREAS motion pictures and photography together with newspapers, periodicals and radio have become powerful instruments of publicity, of propaganda and of popular education;

Whereas a sound publicity organized by the Province should assure to the people substantial educational benefits and largely contribute to reveal the true physiognomy of our province, to emphasize its characteristics, its traditions and its aspirations, its cultural values, its touristic attractions, its future possibilities and its realizations within every sphere;

Whereas it is expedient to coordinate and develop the publicity of the various governmental departments and services;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. An administrative service designated under the name of "Provincial Publicity Bureau" is hereby instituted

This Bureau shall appertain to the Department of the Executive Council and shall be managed under the authority of the head of the said department by an officer bearing the title of "Director of the Provincial Publicity Bureau".

This officer shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his salary.

2. This officer shall have charge of the general publicity of the province, in any form whatsoever, and for such purposes, he shall carry out and supervise a central service of cinematography, of photography, of documentation, of pro-

mation publicitaire et touristique pour tous les départements et services du gouvernement et pour tout organisme qui en relève et auquel le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos d'étendre ce service.

**3.** A cet effet, l'Office provincial de publicité peut, notamment et sans restreindre la portée générale de l'article 2,

a) établir et maintenir des cinémathèques et des bureaux de renseignements publicitaires et touristiques;

b) réaliser, acheter, louer, prêter, exhiber, faire exhiber, vendre et distribuer des films, photographies, panneaux-réclames, affiches, brochures, dépliants, cartes routières et autres publications dans la province et à l'extérieur;

c) conclure avec d'autres gouvernements et avec des agences, sociétés, corporations ou personnes des ententes aux fins des paragraphes a et b;

d) coordonner, diriger et contrôler le travail de publicité, de cinématographie et de photographie de tous les départements et services du gouvernement et de tout organisme qui en relève et auquel le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu l'application de la présente loi;

e) coopérer avec l'Office de la radio de Québec et conclure avec lui et avec tout autre gouvernement, société, corporation ou personne, des ententes en vue de l'adaptation et de l'application de la radiophonie et de la télévision à la publicité de la province;

f) faire des recherches et aviser le gouvernement, ses départements et ses services sur toute matière concernant la publicité sous toutes ses formes.

L'établissement de cinémathèques et de bureaux de renseignements publicitaires et touristiques ainsi que les ententes visées aux paragraphes c et e doivent être autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**4.** Le personnel de l'Office provincial de publicité, comprenant un secrétaire, un comptable, des techniciens et les autres fonctionnaires et employés nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, sont nommés et leur traitements et salaires sont fixés et payés conformément à la Loi du service civil (Statuts refondus, 1941 chapitre 11.)

La Loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11), sauf la section VII, et la section I de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), s'appliquent au directeur de l'Office provincial de publicité.

**5.** Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi, y compris les traitements et salaires du directeur et du personnel de l'Office provincial de

paganda, and of publicity and touristic information, for all governmental departments and services and for any organization pertaining thereto and to which the Lieutenant-Governor in Council may deem fit to extend such facilities.

**3.** For this purpose, the Provincial Publicity Bureau may more particularly, and without restricting the general scope of section 2,

a. establish and maintain film-libraries as well as publicity and touristic information offices;

b. produce, purchase, lease, lend, exhibit, cause to be exhibited, sell and distribute moving pictures, photographs, signboards, posters, pamphlets, folders, roadmaps and other publications, inside and outside the province;

c. enter into agreements with other governments and with agencies, societies, corporations or persons, for the purposes of paragraphs a and b;

d. coordinate, direct and control the publicity, cinematographic and photographic work of all governmental departments and services and of any organization pertaining thereto and to which the Lieutenant-Governor in Council has extended the application of this act;

e. cooperate with the Quebec Radio Bureau and enter into agreements with the said Bureau and with any other government, society, corporation or person, for the purpose of adapting and applying broadcasting and television to the publicity of the province;

f. make researches and advise the government, its departments and services on all matters respecting publicity in any form whatsoever.

The establishment of film-libraries and of publicity and touristic offices as well as the agreements contemplated in paragraphs c and e shall be authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

**4.** The staff of the Provincial Publicity Bureau, comprising a secretary, an accountant, technicians and other officers and employees needed to insure its proper functioning shall be appointed and their salary and remuneration shall be fixed and paid in conformity with the Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11).

The Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11) with the exception of Division VII, and Division I of the Pension Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13), shall apply to the Director of the Provincial Publicity Bureau.

**5.** The expenses resulting from the carrying out of this act, including the remuneration and salaries of the Director and of the staff of the Provincial Publicity

publicité, seront payés, pendant l'année financière 1946-1947, à même les crédits votés par la Législature pour les services de cinématographie et pour toutes autres fins de publicité des divers départements, dans la mesure que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil pour chaque département, et, quant au surplus, jusqu'à concurrence de cent mille dollars, à même le fonds consolidé du revenu.

Pour les années subséquentes, ces dépenses seront payées à même les crédits votés annuellement par la Législature à ces fins.

**6.** L'article 1 de la Loi relative au tourisme, (Statuts refondus, 1941, chapitre 249) est modifié en en retranchant le paragraphe *d*.

**7.** La section II et les articles 2, 3 et 4 de ladite loi sont abrogés.

**8.** Les articles 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de ladite loi sont modifiés en y remplaçant, partout où ils se trouvent, les mots "Office du tourisme de la province de Québec" par les mots: "Office provincial de publicité".

**9.** La loi 7 George VI, chapitre 40 est abrogée.

**10.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Bureau, shall be paid, during the fiscal year 1946-1947, out of the sums voted by the Legislature, for the cinematographic branch and for any other publicity purposes of the various departments to the extent the Lieutenant Governor in Council may fix for each department, and, as to the surplus, up to an amount of one hundred thousand dollars, out of the consolidated revenue fund.

During the subsequent years, these expenses shall be paid out of the sums annually voted by the Legislature for such purpose.

**6.** Section 1 of the Act respecting Tourist Traffic, (Revised Statutes, 1941, chapter 249) is amended by striking out subsection *d* thereof.

**7.** Division II and sections 2, 3 and 4 of the said act are repealed.

**8.** Sections 11, 12, 13, 14, 15 and 16 of the said act are amended by replacing therein, wherever they occur, the words "Tourist and Publicity Bureau" by the words "Provincial Publicity Bureau".

**9.** The act 7 George VI, chapter 40, is repealed.

**10.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 45

### Loi modifiant la Loi du barreau

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 55 de la Loi du barreau (Statuts refondus, 1941, chapitre 262), modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 41, est de nouveau modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Toutefois, le conseil général pourra, jusqu'au premier janvier 1949 et aux conditions qu'il déterminera, dispenser du diplôme prévu par le paragraphe *a* du présent article les aspirants à l'étude du droit qui sont sujets canadiens et qui ont été en service actif dans les forces armées soit du Canada, soit de la Grande-Bretagne, soit des États-Unis d'Amérique pendant au moins six mois au cours de la guerre de 1939-1945, qui en ont été honorablement licenciés et qui ont suivi avec succès, à l'exception des deux dernières années, un cours régulier d'étude condui-

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 45

### An Act to amend the Bar Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**HIS MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 55 of the Bar Act (Revised Statutes, 1941, chapter 262), as amended by section 2 of the act 7 George VI, chapter 41, is again amended by adding thereto the following paragraphs:

"However, the General Council may, until the 1st of January 1949 and upon the conditions it may determine, exempt from the degree stipulated under paragraph *a* of this section the candidates to the study of law, who are Canadian subjects and who were in active service in the armed forces whether of Canada, of Great-Britain, or of the United States of America for not less than six months during the war of 1939-1945, who were honourably discharged therefrom and who have successfully undergone, with the exception of the last two years,

sant au titre de bachelier ès arts visé par le paragraphe a du présent article.

Cette dispense peut être accordée rétroactivement, pour prendre effet à compter du début de leurs études de droit, dans les cas d'aspirants qui ont effectivement commencé ces études avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui rencontrent les conditions prévues par l'alinéa précédent.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPITRE 48

Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276) est modifiée en ajoutant, après l'article 25, les suivants:

"25a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes, qui n'a pas produit, pendant deux années consécutives, le rapport exigible en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 281).

Un avis de cette annulation est publié, par le procureur général, dans la *Gazette officielle de Québec* et à compter de cette publication la compagnie prend fin.

"25b. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes qui n'a pas produit, dans le délai déterminé, un rapport qui lui est réclamé par l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, en conformité des dispositions du second alinéa de l'article 5 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 281).

Un avis de cette annulation est publié par le procureur général dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter de cette publication, la compagnie prend fin."

"25c. Nonobstant l'annulation décrétée en vertu de l'article 25a ou de l'article 25b, les personnes qui agissaient comme directeurs de la compagnie, lors de l'annulation de sa charte, sont conjointement et solidairement responsables des dettes de la

a regular course of study leading to the degree of Bachelor of Arts contemplated by paragraph a of this section.

This exemption may be made retroactive to take effect as from the beginning of their law studies, in the case of candidates who have effectively commenced these studies before the coming into force of this act and who meet with the requirements provided for in the preceding paragraph.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

#### 10 GEORGE VI, CHAPTER 48

An Act to amend the Quebec Companies Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276) is amended by adding, after section 25 thereof, the following:

"25a. The Lieutenant-Governor in Council may order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, during two consecutive years, the return required under section 4 of the Companies Information Act (chapter 281).

A notice of such annulment shall be published, by the Attorney-General, in the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication the company shall become dissolved.

"25b. The Lieutenant-Governor in Council may also order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, within the delay fixed, a return which is required from it by notice published in the *Quebec Official Gazette* in conformity with provisions of the second paragraph of section 5 of the Companies Information Act (chapter 281).

A notice of such annulment shall be published, by the Attorney-General, in the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication, the company shall become dissolved.

"25c. Notwithstanding the annulment ordered under section 25a, or section 25b, the persons who acted as directors of the company, when its charter was so annulled, shall remain jointly and severally responsible for the company's debts as same

compagnie existantes lors de l'annulation envers tout créancier de la compagnie.

Les recours pour pénalité en vertu des articles 4 et 5 de ladite Loi des renseignements sur les compagnies peuvent être exercés nonobstant cette annulation."

**2.** L'article 26 de ladite loi est modifié

a) en y retranchant, dans les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du paragraphe 1, les mots "ou de l'assistant-procureur général et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce";

b) en remplaçant, dans les première, deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 2, les mots "ou l'assistant-procureur général et le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce peuvent" par le mot "peut".

**3.** L'article 5 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent peut être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans ce cas le rapport réclamé doit être produit dans les soixante jours à compter de cette publication."

**4.** Toute compagnie constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec qui, depuis au moins deux années consécutives avant l'entrée en vigueur de la présente loi, n'a pas produit le rapport exigé en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281), doit le produire dans les soixante jours de cette entrée en vigueur.

A l'expiration de ce délai, si le rapport n'est pas produit, le lieutenant-gouverneur en conseil peut procéder à l'annulation de la charte de la compagnie suivant les dispositions de l'article 25a de la Loi des compagnies de Québec édicté par l'article 1 de la présente loi.

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE VI, CHAPITRE 51

Loi validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**A**TTENDU que, par suite d'une erreur commise lors de la confection et du dépôt officiel du cadastre du canton de Joliette, ce canton a été désigné comme entièrement situé dans le comté de Joliette, alors qu'en vertu de la loi la partie

existed at the time of such annulments towards any creditor of the company.

Any prosecutions for penalty under sections 4 and 5 of the Companies Information Act may be instituted notwithstanding such annulment."

**2.** Section 26 of the said act is amended

a. by striking out, in the fourth, fifth, sixth and seventh lines of subsection 1 thereof, the words "or Deputy Attorney-General and of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce";

b. by striking out, in the first, second and third lines of subsection 2 thereof the words "or Deputy Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce".

**3.** Section 5 of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1941, chapter 281) is amended by adding thereto the following paragraph:

"The notice to which reference is made in the preceding paragraph may be published in the *Quebec Official Gazette*, and in such event, the return demanded shall be filed within the sixty days following such publication."

**4.** Any company constituted by letters patent under the Quebec Companies Act which, for a period at least two consecutive years prior to the coming into force of this act, has not filed the return required under section 4 of the Quebec Information Act (Revised Statutes, 1941, chapter 281), must file such return within the sixty days following the coming into force of this act.

After the expiration of such delay, if the said return is not filed, the Lieutenant-Governor in Council may proceed to annul the charter of the company according to the provisions of section 25a of the Quebec Companies Act as enacted by section 1 of this act.

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.

10 GEORGE VI, CHAPTER 51

An Act to validate certain registrations made in the registration divisions of Joliette and of Dorchester

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**W**HEREAS by reason of an error made at the time of the preparation and official deposit of the cadastre for the township of Joliette, such township was described as being situated wholly in the county of Joliette, when, under the law,

nord-est de ce canton était située dans le comté de Berthier;

Attendu que la loi 7 George V, chapitre 53, a été adoptée pour corriger cette erreur et valider les enregistrements erronés qui en sont résultés;

Attendu que, malgré ces corrections, des enregistrements affectant des immeubles de la partie du canton de Joliette situés dans la division d'enregistrement de Berthier ont été faits dans celle de Joliette;

Attendu que, par la loi 11 George V, chapitre 130, qui constituait en corporation la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce, une partie du canton de Watford, située dans la division d'enregistrement de Dorchester, en a été détachée pour faire partie de la division d'enregistrement de Beauce;

Attendu que des enregistrements affectant des immeubles de cette partie du canton de Watford ont été, après l'entrée en vigueur de ladite loi, effectués erronément dans la division d'enregistrement de Dorchester;

Attendu qu'il y a lieu de corriger les erreurs commises relativement à ces enregistrements;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les enregistrements affectant les lots 1 à 22 du rang "A" et les lots 28 à 49 des rangs I, II, III, IV et V du canton de Joliette, tous inclusivement, faits le ou depuis le 22 décembre 1916 dans la division d'enregistrement de Joliette, ont la même validité que s'ils avaient été faits dans la division d'enregistrement de Berthier.

2. Dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le registraire de la division d'enregistrement de Joliette préparera, gratuitement, une copie des entrées faites dans l'index des immeubles du canton de Joliette relativement aux enregistrements visés à l'article 1 et la transmettra au registraire de la division d'enregistrement de Berthier qui, dès sa réception et gratuitement,

a) en fera une entrée dans le livre de présentation;

b) la transcrira dans le registre de transcription; et

c) fera, dans l'index des noms et celui des immeubles du canton de Joliette, les inscriptions requises pour permettre de connaître la nature des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Joliette affectant les lots compris dans la partie du canton de Joliette incluse dans la division d'enregistrement de Berthier.

the northeast part thereof was situated in the county of Berthier;

Whereas the act 7 George V, chapter 53 was adopted to correct such error and validate the erroneous registrations which resulted therefrom;

Whereas, notwithstanding such corrections, registrations affecting immoveables of the part of the township of Joliette, situated in the registration division of Berthier, have been made in the registration division of Joliette;

Whereas by the act 11 George V, chapter 130, incorporating the parish of Saint-Philibert-de-Beauce, a part of the township of Watford, in the registration division of Dorchester, has been detached therefrom to form part of the registration division of Beauce;

Whereas registrations affecting immoveables of this part of the township of Watford have erroneously been made, after the coming into force of the said act, in the registration division of Dorchester;

Whereas it is expedient to correct the errors made concerning these registrations;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The registrations affecting lots 1 to 22 of range "A" and lots 28 to 49 of ranges I, II, III, IV and V of the township of Joliette, all inclusively, made on or since the 22nd of December, 1916, in the registration division of Joliette, have the same validity as if they had been made in the registration division of Berthier.

2. Within the sixty days of the coming into force of this act, the registrar of the registration division of Joliette shall prepare, gratuitously, a copy of the entries made in the index to immoveables for the township of Joliette, respecting the registrations contemplated in section 1 and shall forward same to the registrar of the registration division of Berthier who, upon reception and gratuitously, shall

a. make an entry thereof in the entry-book;

b. transcribe same in the transcription book; and

c. make, in the index of the names and in the index to immoveables for the township of Joliette, the entries necessary to provide knowledge of the nature of the registrations made in the registration division of Joliette affecting the lots comprised in that part of the township of Joliette included in the registration division of Berthier.

3. Les enregistrements affectant les lots 18 à 28 du rang VII sud-ouest, 18 à 30 du rang VIII sud-ouest, 18 à 30 du rang IX sud-ouest, 30a à 33 du rang A et 30 à 33 du rang B du canton de Watford, tous inclusivement, faits le ou depuis le 25 février 1921 dans la division d'enregistrement de Dorchester, ont la même validité que s'ils avaient été faits dans la division d'enregistrement de Beauce.

4. Dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le registraire de la division d'enregistrement de Dorchester préparera, gratuitement, une copie des entrées faites dans l'index des immeubles du canton de Watford relativement aux enregistrements visés à l'article 3 et la transmettra au registraire de la division d'enregistrement de Beauce qui, dès sa réception et gratuitement,

a) en fera une entrée dans le livre de présentation;

b) la transcrira dans le registre de transcription; et

c) fera, dans l'index des noms et celui des immeubles du canton de Watford, les inscriptions requises pour permettre de connaître la nature des enregistrements faits dans la division d'enregistrement de Dorchester affectant les lots compris dans la partie du canton de Watford incluse dans la division d'enregistrement de Beauce.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. The registrations affecting lots 18 to 28 of range VII South-west, lots 18 to 30 of range VIII South-west, 18 to 30 of range IX South-west, lots 30a to 33 of range A and lots 30 to 33 of range B of the township of Watford, all inclusively, made on or since the 25th of February, 1921, in the registration division of Dorchester, shall have the same validity as if they had been made in the registration division of Beauce.

4. Within the sixty days of the coming into force of this act, the registrar of the registration division of Dorchester shall prepare gratuitously, a copy of the entries made in the index to immoveables for the township of Watford, respecting the registrations contemplated in section 3 and shall forward same to the registrar of the registration division of Beauce who, upon reception and gratuitously, shall

a. make an entry thereof in the entry-book;

b. transcribe same in the transcription register; and

c. make in the index of the names and in the index to immoveables for the township of Watford, the entries necessary to provide knowledge of the nature of the registrations made in the registration division of Dorchester affecting the lots comprised in that part of the township of Watford included in the registration division of Beauce.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 52

### Loi modifiant la Loi de la curatelle publique

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 15 de la Loi de la curatelle publique (9 George VI, chapitre 62) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

"Le curateur public peut, avec l'autorisation du procureur général, déléguer ses pouvoirs en vertu du présent article à une autre personne.

Pour les fins de l'enquête, le curateur public et la personne ainsi désignée sont revêtus de tous les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête. (Statuts refondus, 1941, chapitre 9)."

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 52

### An Act to amend The Public Curatorship Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 15 of the Public Curatorship Act (9 George VI, chapter 62) is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The Public Curator may, with the authorization of the Attorney-General, delegate his powers under the present section to another person.

For the purposes of the inquiry, the Public Curator and the person so designated shall possess all the powers conferred upon a Commissioner by the Public Inquiry Commission Act. (Revised Statutes, 1941, chapter 9)."

**2.** L'article 16 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, le curateur public peut, pour faire un seul placement, réunir les deniers appartenant à plusieurs aliénés ou à plusieurs successions."

**3.** L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**19.** Pour l'administration des biens en vertu de la présente loi, le curateur public peut charger, outre le remboursement de ses dépenses, les honoraires qui peuvent être réclamés suivant un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**4.** L'article 1427 du Code de procédure civile, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 42 et remplacé par l'article 2 de l'annexe II de la loi 9 George VI, chapitre 62, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**1427.** Le curateur d'office donne, avec diligence, avis de sa qualité par un avis publié au moins deux fois dans deux journaux."

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**2.** Section 16 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, the Public Curator may, for purposes of making only one investment, combine the funds belonging to various insame persons and various estates."

**3.** Section 19 of the said act is replaced by the following:

"**19.** For the administration of the property under the present act, the Public Curator may charge, in addition to the reimbursement of his expenses, such fees as may be claimed in accordance with a tariff approved by the Lieutenant-Governor in Council."

**4.** Article 1427 of the Code of Civil Procedure, amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 42 and replaced by section 2 of Schedule II of the act 9 George VI, chapter 62, is again replaced by the following:

"**1427.** The Curator *ex officio* shall give, with diligence, notice of his quality by an advertisement published at least twice in two newspapers."

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 53

Loi concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 61 du Code de procédure civile est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Les actions personnelles ou réelles dans lesquelles la somme réclamée ou la valeur de la chose demandée est inférieure à deux cents dollars."

**2.** La présente loi n'affecte pas les causes pendantes qui pourront être continuées et décidées par le tribunal devant lequel elles ont été instituées.

**3.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 53

An Act respecting the jurisdiction of the District Magistrate's Court

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**HIS MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Article 61 of the Code of Civil Procedure is amended by replacing paragraph 1 thereof by the following:

"1. All suits, whether personal or real, wherein the sum claimed or value of the thing demanded is less than two hundred dollars."

**2.** This act shall not affect pending cases which may be continued and decided upon by the court before which they were brought.

**3.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 54

Loi modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1213 du Code de procédure civile est modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Si la partie adverse n'est pas représentée dans l'instance par un procureur et s'il est établi par un rapport d'huissier qu'elle est absente de la province et n'y a ni domicile, ni résidence ordinaire, ni bureau d'affaires ou établissement de commerce, un juge de la Cour du banc du roi peut, sur requête sommaire, prescrire un mode spécial de signification de l'avis à la partie adverse."

**2.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPITRE 55

Loi modifiant le Code municipal

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète de ce qui suit:

**1.** L'article 130 du Code municipal est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "lieutenant-gouverneur" par les mots "ministre des affaires municipales";

b) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, les mots "l'arrêté en conseil" par les mots: "le décret du ministre";

c) en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots "Une copie de l'arrêté en conseil" par les mots "Une copie du décret du ministre".

**2.** L'article 131 dudit code, modifié par l'article 21 de la loi 8 George V, chapitre 20, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "l'arrêté en conseil" par les mots "un avis à cet effet".

**3.** L'article 131a dudit code, édicté par l'article 3 de la loi 17 George V, chapitre 74, est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 54

An Act to amend Article 1213 of the Code of Civil Procedure

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**H**IS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Article 1213 of the Code of Civil Procedure is amended by adding thereto, after the first paragraph thereof, the following:

"If the adverse party is not represented in the case by an attorney and if it be established by a bailiff's return that such adverse party is absent from the Province, and has no domicile, ordinary residence, business office or commercial establishment therein, any judge of the Court of King's Bench may, upon summary petition, prescribe a special mode of service of the notice on the adverse party."

**2.** The present act shall come into force on the day of its sanction.

## 10 GEORGE VI, CHAPTER 55

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to, the 17th of April, 1946]

**H**IS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Article 130 of the Municipal Code is amended

a. by replacing, in the first line of the first paragraph thereof, the word "Lieutenant-Governor" by the words "Minister of Municipal Affairs";

b. by replacing, in the seventh line of the first paragraph thereof, the words "order in council" by the words "decree of the minister";

c. by replacing, in the first line of the third paragraph thereof, the words "A copy of the order in council" by the words "A copy of the minister's decree".

**2.** Article 131 of the said Code as amended by the act 8 George V, chapter 20, section 21 is again amended by replacing in the first and second lines thereof the words "the order in council" by the words "a notice to that effect".

**3.** Article 131a of the said Code, as enacted by the act 17 George V, chapter 74, section 3, is amended by replacing, in the first and second lines thereof, the

"Le lieutenant-gouverneur peut révoquer l'arrêté en conseil passé" par les mots "Le ministre des affaires municipales peut révoquer le décret émis".

4. L'article 228 dudit code, remplacé par l'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 84, modifié par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 101, et par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 109, est de nouveau modifié

a) en retranchant, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes du premier alinéa, les mots " , déduction faite de toute charge imposée sur tels biens-fonds ainsi que de tous privilèges et hypothèques enregistrés sur tels biens-fonds":

b) en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, les mots "Les charges, s'il en existe, doivent être déduites de l'évaluation portée au rôle."

5. L'article 356 dudit code est modifié en ajoutant, après le paragraphe e, le suivant:

"f) Faire avec des corporations municipale voisines et avec des personnes, sociétés ou compagnies des ententes pour l'achat ou le louage en commun de l'outillage servant à la construction et à l'entretien des chemins."

6. L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 10 George V, chapitre 82, l'article 25 de la loi 11 George V, chapitre 48, l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 69, l'article 11 de la loi 17 George V, chapitre 74, l'article 14 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 15 de la loi 20 George V, chapitre 103, l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 114, l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 116, l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 103, l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 85, l'article 2 de la loi 25-26 George V, chapitre 24, l'article 5 de la loi 25-26 George V, chapitre 108, les articles 1 et 2 de la loi 1 George VI, chapitre 100, l'article 14 de la loi 5 George VI, chapitre 69, l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 48, et l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 46, est de nouveau modifié

a) en ajoutant après le mot "inutilement", dans la quatrième ligne du paragraphe 1, les mots "et pour acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout système d'aqueduc, d'égout, de puits public ou de réservoir existant dans la municipalité."

b) en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

"5. Pour pourvoir à l'éclairage

a) de la municipalité aux frais de la corporation ou d'une partie de la municipalité aux frais des contribuables de cette partie de la municipalité;

words "The Lieutenant-Governor may repeal the order in council passed" by the words "The Minister of Municipal Affairs may repeal the decree issued".

4. Article 228 of the said Code as replaced by the act 9 George V, chapter 84, section 1 and as amended by the act 12 George V, chapter 101, section 1 and by the act 25-26 George V, chapter 109, section 1, is again amended

a. by striking out, in the fifth, sixth, seventh and eighth lines of the first paragraph thereof, the words " , after deduction of all encumbrances imposed thereon as well as all privileges and hypothecs registered against such immoveable property";

b. by striking out, in the fourth and fifth lines of the second paragraph thereof, the words "The encumbrances, if any, must be deducted from the value entered on the roll."

5. Article 356 of the said Code is amended by adding thereto, after paragraph e the following:

"f. Enter into agreements with neighbouring municipal corporations and with persons, societies or companies for the purchase or lease in common of the equipment to be used for the construction and maintenance of roads".

6. Article 408 of the said Code, as amended by section 2 of the act 10 George V, chapter 82, by section 25 of the act 11 George V, chapter 48, by section 1 of the act 16 George V, chapter 69, by section 11 of the act 17 George V, chapter 74, by section 14 of the act 18 George V, chapter 94, by section 15 of the act 20 George V, chapter 103, by section 6 of the act 21 George V, chapter 114, by section 1 of the act 21 George V, chapter 116, by section 5 of the act 22 George V, chapter 103, by section 1 of the act 24 George V, chapter 84, by section 2 of the act 25-26 George V, chapter 24, by section 5 of the act 25-26, chapter 108, by sections 1 and 2 of the act 1 George VI, chapter 100, by section 14 of the act 5 George VI, chapter 69, by section 2 of the act 7 George VI, chapter 48 and by section 3 of the act 8 George VI, chapter 46, is again amended

a. by inserting therein, after the word "wasted", in the fourth line of paragraph 1 thereof, the words "and to acquire, by mutual agreement or by expropriation, any system of waterworks, of sewerage, of public wells and of reservoirs existing in the municipality".

b. by replacing paragraph 5 thereof by the following:

"5. To provide for the lighting

a. of the municipality at the expense of the corporation or of a part of the municipality at the expense of the ratepayers of that part of the municipality;

b) d'une partie de la municipalité aux frais de la corporation ou aux frais tant de la corporation que des contribuables de la partie de la municipalité qui profite de l'éclairage, dans la proportion que le règlement détermine.

Tout règlement adopté en vertu du sous-paragraph *b* n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de toute la municipalité qui ont voté ainsi que par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des affaires municipales, suivant les prescriptions des articles 372 à 389 inclusivement, *mutatis mutandis*."

**7.** L'article 410 dudit code est modifié en ajoutant après le mot "municipalité", dans la cinquième ligne, les mots "et pour aider à établir des centres de loisir et des terrains de jeu ou pour les établir elle-même, les aménager et les maintenir".

**8.** L'article 413 dudit code, modifié par l'article 27 de la loi 11 George V, chapitre 48, l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 91, et l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 92, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 9, le suivant:

"10. Pour prohiber ou restreindre l'érection ou l'exposition d'affiches, de panneaux-réclames, d'enseignes, de placards et d'autres moyens quelconques d'affichage, ou pour en réglementer l'usage et exiger ou non des permis à cette fin et, le cas échéant, déterminer les droits payables pour l'obtention de ces permis."

**9.** L'article 468 dudit code, modifié par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 46, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots et les chiffres "Les articles 5887 et 5888 des Statuts refondus, 1909" par ce qui suit: "Les articles 5 à 11 inclusivement de la Loi relative aux rues publiques (Statuts refondus, 1941, chapitre 242)".

**10.** L'article 650 dudit code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil de toute corporation municipale peut, par règlement, décréter que les estimateurs devront commencer la préparation du rôle d'évaluation avant le mois de juin, mais à une date qui ne doit pas être antérieure au premier mars."

**11.** Ledit code est modifié en ajoutant, après l'article 656c, le suivant:

"**656d.** Lorsqu'une ligne de transmission d'énergie électrique est installée sur des pylônes ou des poteaux appartenant à

*b.* of a part of the municipality at the expense of the corporation or at the expense both of the corporation and of ratepayers of the part of the municipality having the benefit of such lighting, in such proportion as may be determined by the by-law.

Any by-law adopted in virtue of subparagraph *b* shall come into force only after its approval by the majority of the electors of the whole municipality who are proprietors and shall have voted, as well as by the Lieutenant-Governor in Council, upon recommendation of the Minister of Municipal Affairs following the provisions of articles 372 to 389 inclusive, *mutatis mutandis*."

**7.** Article 410 of the said Code is amended by adding thereto, after the word "municipality" in the fifth line thereof, the words "and to contribute to the establishment of leisure centres and playgrounds or to itself establish, equip and maintain them".

**8.** Article 413 of the said Code, as amended by the act 11 George V, chapter 48, section 27, by the act 19 George V, chapter 91, section 1 and by the act 19 George V, chapter 92, section 1, is again amended by adding thereto after paragraph 9 the following:

"10. To prohibit or limit the erection or exhibition of posters, of signboards, of signs, of placards and of any other means of posting, or to regulate the use thereof and to require or not licenses for such purpose and, if need be, fix duties payable for obtaining such licenses."

**9.** Article 468 of the said Code as amended by the act 8 George VI, chapter 46, section 4, is again amended by replacing in the sixth and seventh lines of the second paragraph thereof the words and figures "Articles 5887 and 5888 of the Revised Statutes, 1909" by the following: "sections 5 to 11 inclusive of the Public Streets Act (Revised Statutes, 1941" chapter 242)".

**10.** Article 650 of the said Code is amended by adding thereto the following paragraph:

"The council of any municipal corporation may, by by-law, enact that the assessors shall commence the preparation of the valuation roll before the month of June, but at a date which shall not be earlier than the first of March."

**11.** The said Code is amended by adding thereto, after Article 656c thereof, the following:

"**656d.** When an electrical transmission line is installed on towers or poles belonging to a third party, the owner of

un tiers, le propriétaire de la ligne de transmission est réputé, pour fins d'impôt, propriétaire de ces pylônes et poteaux et ceux-ci sont évalués conformément aux articles 656a, 656b et 656c comme partie intégrante de la ligne de transmission et imposables en conséquence.

**12.** L'article 660 dudit code, modifié par l'article 7 de la loi 6 George VI, chapitre 69, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, le mot "lieutenant-gouverneur" par les mots "ministre des affaires municipales".

**13.** L'article 666 dudit code, modifié par l'article 37 de la loi 8 George V, chapitre 20, et par l'article 6 de la loi 10 George V, chapitre 67, est de nouveau modifié en retranchant les deuxième et troisième alinéas.

**14.** L'article 697 dudit code est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le conseil de toute corporation locale peut, par règlement, décréter qu'à l'avenir les taxes prévues par l'alinéa précédent seront imposées chaque année par résolution; à compter de l'entrée en vigueur de ce règlement et jusqu'à ce qu'il ait été abrogé, ces taxes sont imposées annuellement par résolution."

**15.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the transmission line is deemed, for taxing purposes, to be the owner of these towers and poles and these are valued according to Articles 656a, 656b and 656c as being part and parcel of the transmission line and are taxable accordingly."

**12.** Article 660 of the said Code, as amended by the act 6 George VI, chapter 69, section 7, is again amended by replacing in the last line of the second paragraph thereof the word "Lieutenant-Governor" by the words "Minister of Municipal Affairs".

**13.** Article 666 of the said Code as amended by the act 8 George V, chapter 20, section 37 and 10 George V, chapter 67, section 6, is again amended by striking out the second and third paragraphs thereof.

**14.** Article 697 of the said Code is amended by adding thereto, after the first paragraph thereof, the following:

"The council of any local corporation may, by by-law, enact that in the future taxes provided for in the preceding paragraph shall be imposed every year by resolution; as from the coming into force of this by-law and until its repeal, these taxes shall be imposed every year by resolution."

**15.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## Index de la Gazette officielle de Québec, Supplément No 16A

## Index of the Quebec Official Gazette, Supplement No. 16A

CHAP.	TITRE	TITLE	PAGE
5	Loi pour aider à l'établissement d'une école d'hygiène à Montréal.....	An Act to contribute to the establishment of a School of Health at Montreal.....	1
10	Loi pour changer le nom du district judiciaire de Montcalm.....	An Act to change the name of the judicial district of Montcalm.....	2
12	Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.....	An Act to amend the Courts of Justice Act.....	3
13	Loi concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu...	An Act respecting the jurisdiction of the courts in the district of Richelieu.....	4
15	Loi modifiant la Loi des jurés.....	An Act to amend the Jury Act.....	5
21	Loi pour assurer le progrès de l'éducation.....	An Act to insure the Progress of Education.....	6
22	Loi constituant le département du bien-être social et de la jeunesse..	An Act to constitute the Department of Social Welfare and of Youth...	15

CHAP.	TITRE	TITLE	PAGE
26	Loi modifiant la Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec.....	An Act to amend the Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission.....	21
29	Loi pour assurer le plein rendement de la centrale électrique de la province sur l'Outaouais supérieur.....	An Act to ensure the full output of the Central Electric Station of the Province on the Upper Ottawa River.....	23
30	Loi modifiant la Loi de l'électrification rurale.....	An Act to amend the Rural Electrification Act.....	25
41	Loi pour combattre la tuberculose....	An Act to combat tuberculosis.....	27
44	Loi pour instituer un service provincial de publicité.....	An Act to institute a Provincial Publicity Service.....	28
45	Loi modifiant la Loi du barreau.....	An Act to amend the Bar Act.....	30
48	Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.....	An Act to amend the Quebec Companies Act.....	31
51	Loi validant certains enregistrements faits dans les divisions d'enregistrement de Joliette et de Dorchester.....	An Act to validate certain registrations made in the registration divisions of Joliette and of Dorchester.....	32
52	Loi modifiant la Loi de la curatelle publique.....	An Act to amend The Public Curatorship Act.....	34
53	Loi concernant la juridiction de la Cour de magistrat de district.....	An Act respecting the jurisdiction of the District Magistrate's Court...	35
54	Loi modifiant l'article 1213 du Code de procédure civile.....	An Act to amend Article 1213 of the Code of Civil Procedure.....	36
55	Loi modifiant le Code municipal....	An Act to amend the Municipal Code.	36